Annus IX - Vol. IX Die 1 Septembris 1917 Num. 9

ACTA APOSTOLICAE SEDIS

COMMENTARIUM OFFICIALE

ACTA BENEDICTI PP. XV

AUX CHEFS DES PEUPLES BELLIGÉRANTS.

Dès le début de Notre Pontificat, au milieu des horreurs de la terrible guerre déchaînée sur l'Europe, Nous Nous sommes proposé trois choses entre toutes : garder une parfaite impartialité à l'égard de tous les belligérants, comme il convient à Celui qui est le Père commun et qui aime tous ses enfants d'une égale affection; Nous efforcer continuellement de faire à tous le plus de bien possible, et cela sans acception de personnes, sans distinction de nationalité ou de religion, ainsi que Nous le dicte aussi bien la loi universelle de la charité que la suprême charge spirituelle à Nous confiée par le Christ; enfin, comme le requiert également notre mission pacificatrice, ne rien omettre, autant qu'il était en Notre pouvoir, de ce qui pourrait contribuer à hâter la fin de cette calamité, en essayant d'amener les peuples et leurs chefs à des résolutions plus modérées, aux délibérations sereines de la paix, d'une paix « juste et durable ».

Quiconque a suivi Notre œuvre pendant ces trois douloureuses années, qui viennent de s'écouler, a pu facilement reconnaître, que, si Nous sommes restés toujours fidèles à Notre résolution d'absolue impartialité et à notre action de bienfaisance, Nous n'avons pas cessé non plus d'exhorter peuples et Gouvernements belligérants à redevenir frères, bien que la publicité n'ait pas été donnée à tout ce que Nous avons fait pour atteindre ce très noble but.

Vers la fin de la première année de guerre, Nous adressions aux nations en lutte les plus vives exhortations, et de plus Nous indiquions la voie à suivre pour arriver à une paix stable et honorable pour tous. Malheureusement Notre appel ne fut pas entendu; et la guerre s'est poursuivie, acharnée, pendant deux années encore, avec toutes ses horreurs; elle devint même plus cruelle et s'étendit sur terre, sur mer, jusque dans les airs; et l'on vit s'abattre sur des cités sans défense, sur de tranquilles villages, sur leurs populations innocentes, la désolation et la mort. Et maintenant personne ne peut imaginer combien se multiplieraient et s'aggraveraient les souffrances de tous, si d'autres mois, ou, pis encore, si d'autres années venaient s'ajouter à ce sanglant triennat. Le monde civilisé devra-t-il donc n'être plus qu'un champ de mort? Et l'Europe, si glorieuse et si florissante, va-t-elle donc, comme entraînée par une folie universelle, courir à l'abîme et prêter la main à son propre suicide?

Dans une situation si angoissante, en présence d'une menace aussi grave, Nous qui n'avons aucune visée politique particulière, qui n'écoutons les suggestions ou les intérêts d'aucune des parties belligérantes, mais uniquement poussés par le sentiment de notre devoir suprême de Père commun des fidèles, par les sollicitations des Nos enfants qui implorent Notre intervention et Notre parole pacificatrice, par la voix même de l'humanité et de la raison, Nous jetons de nouveau un cri de paix et Nous renouvelons un pressant appel à ceux qui tiennent en leurs mains les destinées des nations. Mais pour ne plus Nous renfermer dans des termes généraux, comme les circonstances Nous l'avaient conseillé par le passé, Nous voulons maintenant descendre à des propositions plus concrètes et pratiques, et inviter les Gouvernements des peuples belligérants à se mettre d'accord sur les points suivants, qui semblent devoir être les bases d'une paix juste et durable, leur laissant le soin de les préciser et de les compléter.

Tout d'abord le point fondamental doit être, qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit; d'où un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements, selon des règles et des garanties à établir, dans la mesure nécessaire et suffisante au maintien de l'ordre public en chaque Etat; puis, en substitution des armées, l'institution de l'arbitrage, avec sa haute fonction pacificatrice,

selon des normes à concerter et des sanctions à déterminer contre l'Etat qui refuserait soit de soumettre les questions internationales à l'arbitrage soit d'en accepter les décisions.

Une fois la suprématie du droit ainsi établie, que l'on enlève tout obstacle aux voies de communication des peuples, en assurant, par des règles à fixer également, la vraie liberté et communauté des mers, ce qui, d'une part, éliminerait de multiples causes de conflit, et, d'autre part, ouvrirait à tous de nouvelles sources de prospérité et de progrès.

Quant aux dommages à réparer et aux frais de guerre, Nous ne voyons d'autre moyen de résoudre la question, qu'en posant, comme principe général, une condonation entière et réciproque, justifiée du reste par les bienfaits immenses à retirer du désarmement; d'autant plus qu'on ne comprendrait pas la continuation d'un pareil carnage uniquement pour des raisons d'ordre économique. Si, pour certains cas, il existe, à l'encontre, des raisons particulières, qu'on les pèse avec justice et équité.

Mais ces accords pacifiques, avec les immenses avantages qui en découlent, ne sont pas possibles sans la restitution réciproque des territoires actuellement occupés. Par conséquent, du côté de l'Allemagne, évacuation totale de la Belgique, avec garantie de sa pleine indépendance politique, militaire et économique, vis-à-vis de n'importe quelle Puissance; évacuation également du territoire français; du côté des autres parties belligérantes, semblable restitution des colonies allemandes.

Pour ce qui regarde les questions territoriales, comme par exemple celles qui sont débattues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France, il y a lieu d'espérer qu'en considération des avantages immenses d'une paix durable avec désarmement, les parties en conflit voudront les examiner avec des dispositions conciliantes, tenant compte, dans la mesure du juste et du possible, ainsi que Nous l'avons dit autrefois, des aspirations des peuples, et à l'occasion coordonnant les intérêts particuliers au bien général de la grande société humaine.

Le même esprit d'équité et de justice devra diriger l'examen des autres questions territoriales et politiques, et notamment celles relatives à l'Arménie, aux Etats Balcaniques et aux terri-

toires faisant partie de l'ancien royaume de Pologne, auquel en particulier ses nobles traditions historiques et les souffrances endurées, spécialement pendant la guerre actuelle, doivent justement concilier les sympathies des nations.

Telles sont les principales bases sur lesquelles Nous croyons que doive s'appuyer la future réorganisation des peuples. Elles sont de nature à rendre impossible le retour de semblables conflits et à préparer la solution de la question économique, si importante pour l'avenir et le bien-être matériel de tous les Etats belligérants. Aussi, en Vous les présentant, à Vous qui dirigez à cette heure tragique les destinées des nations belligérantes, Nous sommes animés d'une douce espérance, celle de les voir acceptées et de voir ainsi se terminer au plus tôt la lutte terrible, qui apparaît de plus en plus comme un massacre inutile. Tout le monde reconnaît d'autre part, que, d'un côté comme de l'autre, l'honneur des armes est sauf. Prêtez donc l'oreille à Notre prière, accueillez l'invitation paternelle, que Nous Vous adressons au nom du divin Rédempteur, Prince de la Paix. Réfléchissez à votre très grave responsabilité devant Dieu et devant les hommes; de vos résolutions dépendent le repos et la joie d'innombrables familles, la vie de milliers de jeunes gens, la félicité en un mot des peuples, auxquels Vous avez le devoir absolu d'en procurer le bienfait. Que le Seigneur Vous inspire des décisions conformes à sa très sainte volonté. Fasse le Ciel, qu'en méritant les applaudissements de vos contemporains, Vous vous assuriez aussi, auprès des générations futures, le beau nom de pacificateurs.

Pour Nous, étroitement unis dans la prière et dans la pénitence à toutes les âmes fidèles qui soupirent après la paix, Nous implorons pour Vous du Divin Esprit lumière et conseil.

Du Vatican, 1er Août 1917.

BENEDICTUS PP. XV

(*Versio italica*)

AI CAPI DEI POPOLI BELLIGERANTI.

Fino dagli inizi del Nostro Pontificato, fra gli orrori della terribile bufera che si era abbattuta sull'Europa, tre cose sopra le altre Noi ci proponemmo: una perfetta imparzialità verso tutti i belligeranti, quale si conviene a chi è Padre comune e tutti ama con pari affetto i suoi figli; uno sforzo continuo di fare a tutti il maggior bene che da Noi si potesse, e ciò senza accettazione di persone, senza distinzione di nazionalità o di religione, come Ci detta e la legge universale della carità e il supremo ufficio spirituale a Noi affidato da Cristo; infine la cura assidua, richiesta del pari dalla Nostra missione pacificatrice, di nulla omettere, per quanto era in poter Nostro, che giovasse ad affrettare la fine di questa calamità, inducendo i popoli e i loro Capi a più miti consigli, alle serene deliberazioni della pace, di una « pace giusta e duratura ».

Chi ha seguito l'opera Nostra per tutto il doloroso triennio che ora si chiude, ha potuto riconoscere che come Noi fummo sempre fedeli al proposito di assoluta imparzialità e di beneficenza, così non cessammo dall'esortare e popoli e Governi belligeranti a tornare fratelli, quantunque non sempre sia stato reso pubblico ciò che Noi facemmo a questo nobilissimo intento.

Sul tramontare del primo anno di guerra Noi, rivolgendo ad Essi le più vive esortazioni, indicammo anche la via da seguire per giungere ad una pace stabile e dignitosa per tutti. Purtroppo, l'appello Nostro non fu ascoltato: la guerra proseguì accanita per altri due anni con tutti i suoi orrori: si inasprì e si estese anzi per terra, per mare, e perfino nell'aria; donde sulle città inermi, sui quieti villaggi, sui loro abitatori innocenti scesero la desolazione e la morte. Ed ora nessuno può immaginare quanto si moltiplicherebbero e quanto si aggraverebbero i comuni mali, se altri mesi ancora, o peggio se altri anni si aggiungessero al triennio sanguinoso. Il mondo civile dovrà dunque ridursi a un campo di morte? E l'Europa, così gloriosa e fiorente, correrà, quasi travolta da una follìa universale, all'abisso, incontro ad un vero e proprio suicidio?

In sì angoscioso stato di cose, dinanzi a così grave minaccia, Noi, non per mire politiche particolari, nè per suggerimento od interesse di alcuna delle parti belligeranti, ma mossi unicamente dalla coscienza del supremo dovere di Padre comune dei fedeli, dal sospiro dei figli che

invocano l'opera Nostra e la Nostra parola pacificatrice, dalla voce stessa dell'umanità e della ragione, alziamo nuovamente il grido di pace, e rinnoviamo un caldo appello a chi tiene in mano le sorti delle Nazioni. Ma per non contenerci sulle generali, come le circostanze ci suggerirono in passato, vogliamo ora discendere a proposte più concrete e pratiche ed invitare i Governi dei popoli belligeranti ad accordarsi sopra i seguenti punti, che sembrano dover essere i capisaldi di una pace giusta e duratura, lasciando ai medesimi Governanti di precisarli e completarli.

E primieramente, il punto fondamentale deve essere che sottentri alla forza materiale delle armi la forza morale del diritto. Quindi un giusto accordo di tutti nella diminuzione simultanea e reciproca degli armamenti secondo norme e garanzie da stabilire, nella misura necessaria e sufficiente al mantenimento dell'ordine pubblico nei singoli Stati; e, in sostituzione delle armi, l'istituto dell'arbitrato con la sua alta funzione pacificatrice, secondo e norme da concertare e la sanzione da convenire contro lo Stato che ricusasse o di sottoporre le questioni internazionali all'arbitro o di accettarne la decisione.

Stabilito così l'impero del diritto, si tolga ogni ostacolo alle vie di comunicazione dei popoli con la vera libertà e comunanza dei mari: il che, mentre eliminerebbe molteplici cause di conflitto, aprirebbe a tutti nuove fonti di prosperità e di progresso.

Quanto ai danni e spese di guerra, non scorgiamo altro scampo che nella norma generale di una intera e reciproca condonazione, giustificata del resto dai beneficii immensi del disarmo; tanto più che non si comprenderebbe la continuazione di tanta carneficina unicamente per ragioni di ordine economico. Che se in qualche caso vi si oppongano ragioni particolari, queste si ponderino con giustizia ed equità.

Ma questi accordi pacifici, con gli immensi vantaggi che ne derivano, non sono possibili senza la reciproca restituzione dei territori attualmente occupati. Quindi da parte della Germania evacuazione totale sia del Belgio, con la garanzia della sua piena indipendenza politica, militare ed economica di fronte a qualsiasi Potenza, sia del territorio francese: dalla parte avversaria pari restituzione delle colonie tedesche.

Per ciò che riguarda le questioni territoriali, come quelle ad esempio che si agitano fra l'Italia e l'Austria, fra la Germania e la Francia, giova sperare che, di fronte ai vantaggi immensi di una pace duratura

con disarmo, le Parti contendenti vorranno esaminarle con spirito conciliante, tenendo conto, nella misura del giusto e del possibile, come abbiamo detto altre volte, delle aspirazioni dei popoli, e coordinando, ove occorra, i propri interessi a quelli comuni del grande consorzio umano.

Lo stesso spirito di equità e di giustizia dovrà dirigere l'esame di tutte le altre questioni territoriali e politiche, nominatamente quelle relative all'assetto dell'Armenia, degli Stati Balcanici e dei paesi formanti parte dell'antico Regno di Polonia, al quale in particolare le sue nobili tradizioni storiche e le sofferenze sopportate, specialmente durante l'attuale guerra, debbono giustamente conciliare le simpatie delle nazioni.

Sono queste le precipue basi sulle quali crediamo debba posare il futuro assetto dei popoli. Esse sono tali da rendere impossibile il ripetersi di simili conflitti e preparano la soluzione della questione economica, così importante per l'avvenire e pel benessere materiale di tutti gli stati belligeranti. Nel presentarle pertanto a Voi, che reggete in questa tragica ora le sorti dei popoli belligeranti, siamo animati dalla cara e soave speranza di vederle accettate e di giungere così quanto prima alla cessazione di questa lotta tremenda, la quale, ogni giorno più, apparisce inutile strage. Tutti riconoscono, d'altra parte, che è salvo, nell'uno e nell'altro campo, l'onore delle armi; ascoltate dunque la Nostra preghiera, accogliete l'invito paterno che vi rivolgiamo in nome del Redentore divino, Principe della pace. Riflettete alla vostra gravissima responsabilità dinanzi a Dio e dinanzi agli uomini; dalle vostre risoluzioni dipendono la quiete e la gioia di innumerevoli famiglie, la vita di migliaia di giovani, la felicità stessa dei popoli, che Voi avete l'assoluto dovere di procurare. Vi inspiri il Signore decisioni conformi alla Sua santissima volontà, e faccia che Voi, meritandovi il plauso dell'età presente, vi assicuriate altresì presso le venture generazioni il nome di pacificatori.

Noi intanto, fervidamente unendoci nella preghiera e nella penitenza con tutte le anime fedeli che sospirano la pace, vi imploriamo dal Divino Spirito lume e consiglio.

Dal Vaticano, 1° Agosto 1917.

BENEDICTUS PP. XV

LITTERAE APOSTOLICAE

I

VISITANTIBUS, CERTIS DIEBUS, ECCLESIAM PAROCHIALEM S. VINCENTII A PAULO IN CIVITATE NANCEYENSI INDULGENTIA PLENARIA IN PERPETUUM CONCEDITUR.

BENEDICTUS PP. XV

Ad perpetuam rei memoriam. — Ad augendam fidelium religionem animarumque salutem procurandam caelestibus Ecclesiae thesauris pia charitate intenti, omnibus et singulis utriusque sexus Christifidelibus vere poenitentibus et confessis ac S. Communione refectis, qui Ecclesiam parochialem S. Vincentii a Paulo Civitatis ac Dioecesis Nanceyensis, die festo S. Vincentii a Paulo vel Dominica immediate sequenti singulis annis, a medietate diei praecedentis ad mediam usque noctem ipsius festi diei, devote visitaverint, ibique pro Christianorum Principum concordia, haeresum extirpatione, peccatorum conversione ac S. Matris Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint, quo die id praestiterint, plenariam omnium peccatorum suorum indulgentiam et remissionem, quam etiam animabus fidelium in Purgatorio detentis per modum suffragii applicari posse, misericorditer in Domino concedimus et largimur. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die x iulii MCMXVII, Pontificatus Nostri anno tertio.

P. CARD. GASPARRI, *a Secretis Status.*

II

ERIGITUR NOVA DIOECESIS DE WAGGA-WAGGA IN AUSTRALIA

BENEDICTUS PP. XV

Ad perpetuam rei memoriam. — Ut, aucto Pastorum numero, potiore studio dominici gregis custodiae provideretur, id iugiter vigili diligentia Romani Pontifices Nostri Decessores, pro supremi apostolatus munere sibi divinitus commisso, praestare maturarunt. Iamvero cum in Concilio plenario Australiano tertio Venerabiles Fratres Australiae Praesules de nova erigenda dioecesi in Statu Novae Galles Meridionalis

consilium iniverint, atque occasione arrepta novae finium delimitationis pro diocesi Wilcanniensi proponendae, hanc novae dioecesis erectionem iterum examini subiecerint, praeside atque auspice Venerabili Fratre Bonaventura Cerretti in Australasia Apostolico Delegato, Nos collatis consiliis cum VV. FF. NN. S. R. E. Cardinalibus negotiis Propagandae Fidei praepositis, post maturum examen, hanc Australiae Praesulum propositionem probandam ac suprema auctoritate Nostra sanciendam existimavimus. Quare, Motu proprio atque ex certa scientia et matura deliberatione Nostris, deque apostolicae Nostrae potestatis plenitudine, praesentium vi, e dioecesi Goulbournensi, annuente illius dioecesis Episcopo, quindecim districtus paroeciales separamus sive dismembramus. Horum nomina sunt *Wagga-Wagga, Iunee, Coolamon, Ganmain, Narrandera, Leeton, Jerilderie, Berrigan, Lockhart, Urana, Henty, Balldale, Corowa, Albury* et *Germanton*. Ex his districtibus paroecialibus, sic separatis, volumus ut constet nova dioecesis, cui *Wagga-Wagga* nomen facimus; pariterque statuimus, ut locus residentiae Episcopi in civitate *Wagga-Wagga* figatur. Haec autem praecipimus, decernentes praesentes litteras firmas, validas atque efficaces semper exsistere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri atque obtinere, illisque ad quos spectat, vel in posterum spectare poterit, in omnibus et per omnia plenissime suffragari; sicque in praemissis iudicandum esse ac definiendum, atque irritum et inane fieri si secus super his, a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de iure quaesito non tollendo, aliisque apostolicis Constitutionibus ceterisque omnibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romae apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXVIII iulii MCMXVII, Pontificatus Nostri anno tertio.

P. CARD. GASPARRI, *a Secretis Status.*

III

DUODECIM DISTRICTUS PAROECIALES AB ARCHIDIOECESI SYDNEYENSI DISIUNGUNTUR ET DIOECESI GOULBOURNENSI ADIICIUNTUR.

BENEDICTUS PP. XV

Ad perpetuam rei memoriam. — Quae catholico nomini aeternaeque fidelium saluti bene, prospere ac feliciter eveniant, ea ut mature praestemus, Nos admonet supremi apostolatus munus, quo in terris, licet

immeriti, fungimur. Iamvero, cum per novae Dioecesis de *Wagga-Wagga* in Australia erectionem, plures amiserit Paroeciales districtus Dioecesis Goulbournensis, Sydneyensis autem archidioeceseos territorium nimis extensum videatur, opportunum visum est consilium, ex voto nonnullorum Australiae Praesulum, atque inspecta propositione a Venerabili Fratre Bonaventura Cerretti in Australasia Apostolico Delegato exhibita, duodecim Paroeciales districtus a territorio archidioecesis Sydneyensis separare, eosque vicissim Goulbournensis dioecesis territorio adnectere. Nos autem, collatis consiliis cum VV. FF. NN. S. R. E. Cardinalibus negotiis Propagandae Fidei praepositis, inspectis aequis adductis rationibus, propositum consilium in omnibus approbantes, Motu proprio atque ex certa scientia et matura deliberatione Nostris, deque Apostolicae Nostrae potestatis plenitudine, praesentium vi, assentiente explicite Sydneyensi Archiepiscopo, e territorio ipsius archidioecesis duodecim districtus Paroeciales, quorum nomina sunt *Milton, Braidwood, Araluen, Moruya, Cobargo, Bega, Pambula, Bombala, Cooma, Michelego, Queanbeyan* et *Bungendore,* separamus sive dismembramus, eosque territorio dioecesis Goulbournensis, eadem auctoritate Nostra, adnectimus, adnexosque declaramus. Haec statuimus, decernentes praesentes Litteras firmas, validas atque efficaces semper exstare ac permanere, suosque plenos atque integros effectus sortiri atque obtinere, illisque ad quos spectat, vel in posterum spectare poterit, in omnibus et per omnia plenissime suffragari; sicque in praemissis iudicandum esse ac definiendum, atque irritum et inane fieri si secus super his, a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de iure quaesito non tollendo, aliisque apostolicis Constitutionibus et sanctionibus ceterisque omnibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romae apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXVIII iulii MCMXVII, Pontificatus Nostri anno tertio.

P. CARD. GASPARRI, *a Secretis Status.*

IV

DECERNITUR WILCANNIENSEM DIOECESIM, ADDITIS SEX DISTRICTIBUS PAROECIALIBUS A DIOECESI BATHURSTENSI DISIUNCTIS, NOMEN POSTHAC ASSUMERE WILCANNIA-FORBES, EIUSQUE EPISCOPUM RESIDERE ALTERNIS IN CIVITATE BROKEN-HILL ET IN CIVITATE FORBES PER SEX ANNI MENSES.

BENEDICTUS PP. XV

Ad perpetuam rei memoriam. — Cum ex Apostolico munere, quo fungimur, Ecclesiarum omnium cura Nobis commissa sit, quae rei sacrae procurationi melius gerendae faciant, et quae felici illarum statui idonea magis atque opportuna videantur, sollicito ac paterno studio praestare satagimus. Iamvero cum Wilcanniensis dioecesis in Australia iam ab anno 1887 canonice erecta atque apostolicis curis bo. me. Ioannis Dunne concredita, nunc desideratissimo Pastore suo, qui pie obiit die XXV mensis decembris elapsi anni, viduata manserit; et cum, ipso Episcopo Dunne dum in vivis esset testante, experientia docuerit, territorium supradictae dioeceseos ita esse dispositum, ut perdifficilem animarum curam Missionariis redderet, nonnullis Australiae Praesulibus, auctore et auspice Venerabili Fratre Bonaventura Cerretti in Australasia Apostolico Delegato, visum est perutile consilium novam supradictae Dioecesis finium delimitationem Sanctae huic Sedi proponere. Nos autem, omnibus rei momentis mature examinatis ac perpensis cum VV. FF. NN. S. R. E. Cardinalibus negotiis Propagandae Fidei praepositis, propositionem hanc Australiae Praesulum ultro probandam existimavimus. Quae cum ita sint, Motu proprio atque ex certa scientia et matura deliberatione Nostris, deque Apostolicae Nostrae potestatis plenitudine, praesentium vi, annuente Episcopo Bathurstensi, e territorio illius dioeceseos sex Paroeciales districtus separamus atque dismembramus. Hos sex districtus, qui appellantur *Forbes, Condobolin, Parkes, Peak Hill, Narromine* et *Warren,* a dioecesi Bathurstensi sic disiunctos, Wilcanniensis dioecesis territorio adiungimus. Volumus insuper ut eadem dioecesis, supradictis aucta districtibus, nomen sumat dioeceseos *Wilcannia-Forbes;* praecipimusque ut Episcopus residentiam duplicem habeat, alteram in loco veteris residentiae, nempe in civitate *Broken-Hill*, alteram vero in civitate *Forbes,* et ad commune spirituale bonum Dioeceseos, sex mensibus in *Broken-Hill,* sex vero mensibus in *Forbes* quotannis commorari teneatur. Haec statuimus, decernentes praesentes litteras firmas, validas atque efficaces

semper extare ac permanere, suosque plenos atque integros effectus sortiri atque obtinere, illisque ad quos spectat, vel in posterum spectare poterit, in omnibus et per omnia plenissime suffragari; sicque in praemissis iudicandum esse ac definiendum, atque irritum et inane fieri si secus super his, a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de iure quaesito non tollendo, aliisque apostolicis Constitutionibus et sanctionibus ceterisque omnibus in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romae apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXVIII iulii MCMXVII, Pontificatus Nostri anno tertio.

P. CARD. GASPARRI, a *Secretis Status*.

EPISTOLA

AD RMUM D. IACOBUM OGIER, SACERDOTALIS FOEDERIS « PRO PONTIFICE ET ECCLESIA » MODERATOREM GENERALEM: PRO OBLATA PETRIANA STIPE GRATIAS AGENS, DE PIA SODALITATE ADAUCTA LATIUSQUE PROPAGATA GRATULATUR.

Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem. — In maximis sollicitudinibus quae e Summi Pontificatus munere seiungi nequeunt, his praesertim calamitosissimis tempestatibus, haud mediocre solatii argumentum Nobis praebet arcta fidelium cum Apostolica Sede coniunctio. Quum vero ad hanc coniunctionem conservandam augendamque illa potissimum spectet Sacerdotum consociatio quae a Pontifice et ab Ecclesia nomen habuit, esse non potest quin eandem Sodalitatem patria caritate prosequamur. Neque hoc immerito; nobilissima enim sacerdotalis societas, ut libenter ex iis etiam comperimus quae viva voce nuper retulisti, opitulante Deo et operam conferente dilecto filio nostro Cardinali Billot, quo ipsa patrono utitur, uberes usque adhuc fructus tulit, suo ipsius proposito penitus consentaneos, quod in amore Vicarii Iesu Christi fovendo, in Ecclesiae veneratione provehenda, in utriusque iuribus tuendis continetur. Quae igitur tibi coram patefecimus, his confirmare litteris exoptamus, magna scilicet Nos voluptate adfectos fuisse cum per te noverimus ex hoc immani bello nullum Sodalitati, quam ipse moderaris, partum esse detrimentum, quin adeo eandem e sacro ordine in laicum coetum pertinuisse. Is enim, ut ipse referebas, belli fluctibus hinc inde

iactatus ac paene absorptus, ad Petri Solium, tamquam ad ancoram spei et ad portum salutis, confugere studuit, ex eodem uno confisus tranquillitatem, ordinem, pacem populis ac gentibus tanta et tam diuturna perturbatione commotis cruciatisque, esse profectura. Sed aliud, idque non exiguum, argumentum Nobis oblatum est de studio et alacritate quibus pia ista consociatio propositum suum omnibus viribus consectari enititur, conspicuam dicimus petrianam stipem ad sublevandas Apostolicae Sedis necessitates corrogatam et per te Nobis reverenter traditam. Quod quidem venerationis et obsequii testimonium ea qua par est benevolentia complexi sumus, tibique ceterisque oblatoribus debitas gratias reddimus, simulque laetamur nobilem hanc caritatis pietatisque aemulationem non in Galliae tantummodo verum etiam in Italiae aliarumque nationum civitatibus, eiusdem bene meriti foederis navitate ac studio excitatam brevi adolevisse. Hoc, ut Deus fortunare numquam desinat enixe adprecamur, ac vota suscipimus ut per providum institutum christianus spiritus inter fideles reflorescere et magis magisque in dies succrescere possit. Iam vero cum participes Ipsi esse cupiamus explicationis huius sodalitatis, id patefacere non dubitamus, pergratum Nobis fore si omnes qui una tecum foederi praesunt vel eidem velificari contendunt, argumentum hoc anno evolvendum et fidelibus inculcandum ex ipso consociationis nomine deprompserint. Perspicuum autem est nomen istud nihil aliud significare quam pro Pontifice et pro Ecclesia sodalitatem conditam fuisse. Quaenam vero necessitudinis ratio inter Pontificem et fideles, quaenam inter fideles et Ecclesiam nisi *Patris* et *filiorum*, nisi *filiorum* et *Matris* intercedit? Quae cum ita sint, omnes qui societati nomen dederunt vel daturi sunt, rationem istam necessitudinis prae oculis semper habeant neque aliter se gerant in Pontificem et Ecclesiam quam *filii* in *patrem* et *matrem* se gerere solent, videlicet obsequium et venerationem Eisdem fideliter constanterque exhibeant atque, id quod est potissimum, quaecumque Romanus Pontifex, quod est caput Ecclesiae, tradiderit vel traditurus sit, stabili iudicio comprehensa teneant ac palam, quoties res postulaverit, profiteantur. Haec omnia ut prospere fiant, a Deo, supernorum luminum largitore, enixe adprecamur et caelestium auxiliorum auspicem Nostraeque caritatis testem, tibi, dilecte fili, universoque coetui cui praees, apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XII maii MCMXVII, Pontificatus Nostri anno tertio.

BENEDICTUS PP. XV

ACTA SS. CONGREGATIONUM

SUPREMA SACRA CONGREGATIO S. OFFICII

DECRETUM

Feria IV, die 18 iulii 1917

In Generali Consessu Supremae huius Congregationis Sancti Officii Eminentissimi ac Reverendissimi DD. Cardinales in rebus fidei ac morum Inquisitores Generales damnarunt ac proscripserunt opus typis lithographicis exaratum, cui titulus:

R. Università degli Studi di Roma. Professore Ernesto Bonaiuti, *Storia del Cristianesimo.* Lezioni raccolte e compilate dal Dott. Alessandro Gaddi. Anno Accademico 1916-1917, Roma, Libreria Editrice Castellani, Via Sapienza, n. 68.

Et insequenti feria v, die 19 eiusdem mensis et anni, Sanctissimus D. N. D. Benedictus Div. Prov. Papa XV, in audientia R. P. D. Adsessori S. Officii impertita, relatam Sibi Eminentissimorum Patrum resolutionem approbavit, confirmavit ac publicari iussit.

Datum Romae in Aedibus S. Officii, die 1 augusti 1917.

Aloisius Castellano, *S. R. et U. I. Notarius.*

SACRA CONGREGATIO CONSISTORIALIS

I

PROVISIO ECCLESIARUM

S. C. Consistorialis decretis, Ssmus D. N. Benedictus PP. XV has, quae sequuntur, ecclesias de proprio pastore providit, scilicet:

27 iulii 1917. — Episcopali ecclesiae Tirasonensi praefecit R. P. D. Isidorum Badia y Sarradell, hactenus episcopum titularem Ascalonitanum.

4 augusti. — Titulari episcopali ecclesiae Tricalensi praefecit R. P. D. Natalem Serafino, hactenus episcopum Clavarensem.

24 augusti. — Titulari archiepiscopali ecclesiae Oxyrynchii R. P. D. Ioannem Mac Intyre, deputatum in Auxiliarem Rmi Episcopi Birmingamiensis.

— Titulari episcopali ecclesiae Adrianopolitanae R. D. Dionysium Matthaeum Lowney, deputatum in Auxiliarem Rmi Episcopi Providentiensis.

II

NOMINATIONES

Decretis S. C. Consistorialis nominati sunt:

10 augusti 1917. — R. P. D. Eugenius Tosi, episcopus Andriensis, *Administrator apostolicus cathedralis ecclesiae Squillacensis.*

18 augusti. — R. P. D. Andreas Caron, archiepiscopus titularis Calcedonen., *Administrator apostolicus cathedralium Ecclesiarum Cornetanae et Centumcellarum.*

S. CONGREGATIO DE PROPAGANDA FIDE

NOMINATIONES

Brevibus apostolicis nominati sunt:

27 iulii 1917. — *Vicarius Apostolicus Sinus S. Laurentii in regione Canadensi,* R. P. Patritius Chiasson, e Congregatione Iesu et Mariae (Eudistarum).

30 iulii — *Coadiutor cum iure successionis Vicarii Apostolici Ce-li meridionalis,* R. P. Henricus Lécroart, e Societate Iesu.

31 iulii. — *Archiepiscopus Cherchensis Chaldaeorum,* Rmus D. Stephanus Djibri, iam archiepiscopus tit. Nisibensis.

SACRA CONGREGATIO RITUUM

I

MEDIOLANEN. ET TROIANEN.

DECRETUM INTRODUCTIONIS CAUSAE BEATIFICATIONIS ET CANONIZATIONIS SERVI DEI P. F. LUDOVICI MARIAE CALCO, SACERDOTIS PROFESSI ORDINIS PRAEDICATORUM.

Mediolani, e nobili et vetusta Calcorum familia, die 26 decembris an. 1669, quintus ex natis senatoris Sigismundi et Franciscae Custode in lucem editus statimque in parochiali ecclesia S. Stephani ad Nossigiam sacro baptismate regeneratus est Ludovicus Maria Calco. Ab infantia, piorum parentum cura, virtutis germina excolere coepit. Modestia, pietas, obedientia atque optima indoles eius animi candorem ostendebant, qui pulchrior elucebat ex consuetudine et caritate in pauperes, quibus iuvandis suam industriam et largitatem, quantum poterat, adhibebat. Vix decimum aetatis annum attigit, consilium quod antea con-

ceperat valedicendi mundo, perficere aggressus est. Nactus enim occasionem sibi suisque votis propitiam, domo et patria relictis, Modoetiam petiit et ad coenobium S. Dominici pergens, ab illius praeside suppliciter efflagitavit admissionem in Ordinem religiosum. Praesul, de statu postulantis eiusque familia edoctus, una cum patribus qui aderant, praematurum consilium admiratur, religiosaeque vocationis primitias collaudat; quia tamen leges Ordinis tyrones in ea aetate recipere prohibebant, praesertim insciis invitisque parentibus, Ludovicum Mariam comiter dimittit. Hic, in patriam reversus, propositum suum austero vitae genere et more religiosorum continuo fovit firmiterque tenuit, donec, anno 1684, iam adolescens quindecim annorum, voti compos factus, coenobium dominicanum S. Mariae a Gratiis ingreditur die 24 iunii. Garessum, in pedemontana regione, missus, ibi, tyrocinio rite peracto, anno subsequenti, die 15 octobris, in festo S. Teresiae, seraphicae Carmeli Virginis, quam inter praecipuos suos patronos tunc eligit, religiosum S. Dominici habitum induit, retento nomine in baptismo indito Ludovico Maria. Inde philosophicis ac theologicis studiis addictus, in iis adeo profecit, ut publicum de omni re theologica specimen dederit coram doctis viris cum plausu et admiratione adstantium. Altius tamen in studiorum cursu et labore mentem viresque direxit. Deum enim scientiarum, qui docet hominem scientiam, ante oculos semper habuit, nec quidquam de orandi consuetudine, vivendi austeritate et regularum observantia relaxavit. Hanc religiosae vitae rationem in sodalium aliorumque utilitatem non solum moribus expressit, sed etiam scripto tradidit. Unde superiores Ludovicum Mariam ad coenobia, tunc perfectioris observantiae aestimata, miserunt et prius ad Alexandrinum a Sancta Cruce, dein ad Ravennatense, demum ad Romanum a Sancta Sabina, in quo ipse praefatum doctrinae experimentum fecit et ad sacrum presbyteratus ordinem evectus est. Mox, praesidum iussu, Alexandriae per annum philosophiam docuit et Ferrariae per quadriennium theologiam: qua in civitate simul tyronum magister, in ecclesia et ad moniales confessarius, in pauperes et egenos a largitionibus, ipsique Episcopo Ioanni in dioecesis negotiis gerendis adiutor extitit; eaque munia sibi concredita recte gessit. Theologiae magisterium an. 1701 prosequutus est Caesenae cum eadem animi contentione eodemque discipulorum profectu; et ad fidei morumque integritatem tuendam et vindicandam frequentes ad populum sermones habuisse, uberesque percepisse fructus perhibetur. Anno 1703, Caesenatensi coenobio regendo praepositus, intra et extra claustra, pretiosam ministerii sui operam, approbante Episcopo, impendit; sacris quoque expeditio-

nibus ad Lauretanam et Cingulanam dioeceses peractis. Neque silendum est de peculiari studio quo Dei famulus in asceteriis monialium et sororum utebatur, ut ipsae in perfecta vita communi de virtute in virtutem continuo proficerent. Expleto suae praepositurae tempore, a Vicario Generali Ordinis in coenobiorum convisitatorem eligitur. Deinceps Mediolanum adit, ubi in coenobio S. Mariae a Gratiis et in altero a S. Rosa nuncupato officium praedicationis peculiariter adimplet. Episcoporum auctoritate et consiliis fultus, alias Italiae urbes percurrit, nominatim Neritum, Pisaurum, Neapolim, ubi ad vitae communis consuetudinem sequendam clerum vehementer hortatur multosque ex eo suaviter attrahit. Romam profectus Dei famulus et a Summo Pontifice Clemente XI humanissime exceptus, quum de vita communi in clero propaganda referret, Pontifex eiusmodi consilium, laude dignum, sua auctoritate probavit et apostolica benedictione prosequutus est. Quum urbs Troia in regno neapolitano ad rem idonea visa fuerit, Ludovicus Maria illam petiit et, favente Episcopo Aemilio Cavalieri, plures e clero et seminarii alumnis ad vitae communis institutum congregavit, ferventi habita oratione, ut ipsi in sancto proposito persisterent. Dei operarius, dum huius quoque messis manipulos cum exsultatione ferebat, lethali morbo afflictus, eoque ingravescente, sacramentis Ecclesiae devotissime susceptis, obdormivit in Domino, vix quadragenarius, die 20 augusti 1709; sepultusque est in templo S. Hieronymi eiusdem civitatis. Interim sanctimoniae opinio, quam Dei famulus sibi in vita acquisierat, post obitum ita in dies usque in praesens inclaruit, ut ad inquisitiones informativas super ea conficiendas deventum sit. Quibus expletis et Romam ad sacram Rituum Congregationem transmissis, quum, ad normam iuris, nihil obstet quominus ad ulteriora procedi possit, instante Rmo P. Ludovico J. Fanfani, Ordinis Praedicatorum postulatore generali, supplicia etiam universae dominicanae familiae vota depromente, attentisque litteris postulatoriis quorundam Emorum S. R. E. Cardinalium, plurium Rmorum Archiescoporum et Episcoporum, nec non Capitulorum, Ordinum et Congregationum religiosarum atque virorum ecclesiastica vel civili dignitate praestantium, infrascriptus Cardinalis Antonius Vico, Episcopus Portuensis et S. Rufinae, loco et vice Emi ac Rmi Domini Cardinalis Victorii A. Ranuzzi De Bianchi, Causae Ponentis seu Relatoris, in Ordinario sacrorum rituum Congregationis coetu, subsignata die ad Vaticanas aedes coadunato, sequens dubium discutiendum proposuit: ***An signanda sit Commissio introductionis Causae in casu et ad effectum de quo agitur?*** Et Emi ac Rmi Patres, post relationem ipsius infrascripti Cardinalis Pro-Ponentis, audito R. P. D. Angelo Mariani Fidei

Promotore, omnibusque accurate perpensis, rescribendum censuerunt: *Signandam esse Commissionem introductionis causae, si Sanctissimo placuerit.* Die 7 augusti 1917.

Quibus omnibus Sanctissimo Domino nostro Benedicto Papae XV per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatis, Sanctitas Sua Rescriptum eiusdem Sacrae Congregationis ratum habens, propria manu signare dignata est Commissionem Introductionis Causae Servi Dei P. Fr. Ludovici Mariae Calco, sacerdotis professi Ordinis Praedicatorum, die 8, eisdem mense et anno.

✠ Antonius Card. Vico, Ep. Portuen. et S. Ruf.,

S. R. C. Pro-Praefectus.

L. ✠ S.

Alexander Verde, *Secretarius.*

II

BONAËREN.

DECRETUM DE INTRODUCENDA CAUSA BEATIFICATIONIS ET CANONIZATIONIS SERVAE DEI MARIAE ANTONIAE A S. IOSEPHO DE PAZ Y FIGUEROA.

In oppido *S. Iacopo de l'Estero,* intra fines Saltensis dioecesis, in Republica Argentina, anno 1730, e nobili familia de Paz y Figueroa orta est ancilla Dei Maria Antonia a Sancto Iosepho. Hic peregrinus flos in sterili solo ut virens palma inter arbuscula succrescebat, corporis venustati animi pulchritudine adiuncta. De vitae initiis pauca noscuntur, tamen compertum est Mariam Antoniam puerilibus ludis solitudinem et orationem praetulisse, et proximos, pauperes praesertim et afflictos, simplicitatis et caritatis sensu et opere sublevasse. Quindecim aetatis annos agens, Deo se devovit, eodemque fere tempore in quadam congregatione selectas puellas collegit, quae absque certa regula, generis nomine demisso, in christianis virtutibus et evangelicis consiliis divino servitio se manciparent. Opus incoeptum dum prospere invalesceret, extemplo tristissimus obtigit eventus. Nam sodales Societatis Iesu, qui multo labore diuturnoque tempore illas regiones, sicut ceteras hispani regni colonias in Asia, Africa et America, evangelizaverant, die 5 iulii an. 1767 proscripti fuere cum magno civilitatis et fidei catholicae detrimento. Atta-

men omnipotens et misericors Deus, « qui infirma mundi eligit, ut fortia « quaeque confundat », paterna providentia suscitavit e foemineo sexu Mariam Antoniam. Ipsa, sancti Ignatii a Lojola documentis instructa, eiusque alumnorum spiritualis filia et discipula, quasi altera Ruth spicas in agro remanentes, super messorum vestigia, collegit, electumque cibum bonorum operum religioni ac patriae paravit atque porrexit. Divino enim instinctu impulsa, ut tantae iacturae ob proscriptionem Patrum Societatis Iesu inlatae succurreret, eorum opus collectis viribus, Dei auxilio suffultis, instaurare sibi proposuit. Ad huiusmodi consilium exsequendum, assentiente suae conscientiae moderatore et approbante Episcopo una cum Gubernatore civili, ab iis obtinuit non solum facultates necessarias et opportunas, sed etiam amplissimas litteras commendatitias, ut etiam ecclesiastici et civiles moderatores in piam operam favorem, tutelam et praesidium impenderent. Hinc Dei famula in natali oppido, humili veste induta, nudis pedibus et imaginem crucifixi gestans, populum ad poenitentiam sermone et exemplo hortabatur. A piis sacerdotibus et a devotis mulieribus, quas « Sorores Piarum Commentatio- « num » vocant, adiuta, exercitationum cursus renovavit, apposita quoque domo erecta ad suorum concivium vitam christianam atque perfectam provehendam. Nec praeterire fas est quod acerbis illis temporibus, inter rerum inopiam, animi angores, hostium insectationes, inscientium ludibria et metuentium haesitationes, nec pio operi nec invictae foeminae defuerunt humana et divina subsidia. Adstiterunt etiam fortes viri, qui zelum, virtutem et opus Servae Dei strenue vindicarunt atque hominum repugnantiam et metum in venerationem et admirationem verterunt, inter quos P. Diegus Toro, ex-moderator provincialis Ordinis B. Mariae Virg. de Mercede. Faustis hisce auspiciis confirmata, apostolicas excursiones Maria Antonia persequuta est ab an. 1775 ad an. 1779, vastas regiones peragrando nempe *Tucuman*, *S. Michel*, *S. Ferdinando*, *De Catamaren*, *Rivia*, *Corduba*, ibidem constitutis Piarum Commentationum cursibus, iuxta ordinem a sodalibus Societatis Iesu servatum et in aureo libello eorum Sancti Fundatoris descriptum. Quo temporis spatio, Dei famula, in natale oppidum reversa, potissimum incubuit, ut bonorum morum observantia et christianae pietatis fervor in populares et sodales suos reviviscerent. Inde ad urbem principem Bonaërensem, quae a *S. Iacopo de l'Estero* millia et tercentum passuum circiter distat, per loca fere deserta transeundo, obviosque pagorum incolas evangelizando, tamquam ad sui itineris metam pervenit. In hac metropoli opus apostolicum religionis et caritatis, studio et labore Servae Dei, sacerdotibus et laicis coadiuvantibus, potissimum Divinae Providentiae ductu,

ita increvisse fertur, ut tota civitas brevi ad apicem christianae civilitatis et pietatis adducta fuerit. Illic, anno 1780, mense augusto, adprobante Episcopo, Maria Antonia recollectionum spiritualium aedem fundavit, quam die 13 ianuarii 1784 amplissimo laudis et approbationis testimonio cohonestavit idem Episcopus Sebastianus, tunc ad Archiepiscopatum Compostellanum in Hispania promotus. Ex actis Processus informativi plane constat illam domum a sua erectione usque ad an. 1788 recepisse plus quam septuaginta millia personas ad sacras recollectiones agendas, et Dei famulam, divinae gloriae et humanae saluti unice intentam, nec unquam de temporariis bonis, ad sui operis sustentationem, sollicitam, largiter expertam fuisse veritatem et virtutem sententiae Christi Redemptoris: « Quaerite primum regnum Dei et iustitiam « eius; et haec omnia adiicientur vobis ». Postquam Dei famula opus suum in Bonaërensi civitate feliciter progressum aspexerit, illud etiam in orientalem regionis partem, cui nomen *Rio de la Plata*, protendere cogitavit. Quamvis provecta aetate et labore defessa, tamen, de Episcopi et regni Procuratoris licentia, arduam peregrinationem suscepit an. 1784 et primum in Colonia Sanctissimi Sacramenti sistit, postea in urbe *Montevideo* per triennium commorata est; quibus in locis Commentationum cursus aperiri voluit. Instantibus civibus Bonaërensibus, in eorum urbem revocata, consilio et opere adiuvit constructionem domus quae, ex ipsorum civium munificentia, aedificio iam existenti adiecta fuit, ut in sede separata mulieribus a mala via retrahendis et in bonos christianosque mores adducendis destinaretur. Alterum hoc opus primaevi instituti beneficentiam et Servae Dei suarumque Sodalium existimationem in ea civitate cumulavit. De postremis quinque annis, a praedictae domus erectione ad obitum Mariae Antoniae, pauca extant documenta, nisi quod ipsa, sui suarumque aegritudinum veluti oblita, constanti zelo et studio illarum mulierum corporis animique saluti navabat, retributionem misericordibus a Domino promissam fidenter expectans. Quam proximam sentiens, postrema monita et consilia Sodalibus suis materno dedit affectu. Mox, lethali morbo correpta et sacramentis Ecclesiae refecta, piam animam exhalavit die 6 martii an. 1799, aetatis suae sexagesimonono; eiusque exuviae, funere rite persoluto, in apposito sepulcro religiose conditae sunt. Itaque fama sanctitatis, quam Dei famula in vita adepta fuerat, post obitum in dies magis clara et diffusa ad haec usque tempora perdurante, Processus informativus super ea in ecclesiastica curia Bonaërensi constructus et absolutus, Romam ad Sacrorum Rituum Congregationem delatus est. Hinc, iuris ordine servato, quum nihil obstet quominus ad ulteriora procedi possit, instante Rmo P. Camillo

Beccari, Societatis Iesu et huius causae postulatore, attentisque litteris postulatoriis Rm̃orum Archiepiscoporum Bonaëren., Montisvidei, S. Iacobi de Chile aliorumque sacrorum Antistitum, plurium Capitulorum, Ordinum et Congregationum religiosarum, necnon supplicibus votis totius Argentinensis Reipublicae cleri ac populi, maxime Bonaërensium civium, Em̃us et Rm̃us Cardinalis Vincentius Vannutelli, Episcopus Ostien. et Praenestinus, sacri Collegii Decanus eiusdemque Causae Ponens seu Relator, in Ordinariis sacrorum rituum Congregationis comitiis, subsignata die ad Vaticanum coactis, sequens dubium discutiendum proposuit: *An signanda sit Commissio introductionis Causae in casu et ad effectum de quo agitur?* Et Em̃i ac Rm̃i Patres, post relationem ipsius Em̃i Cardinalis Ponentis, audito voce et scripto R. P. D. Angelo Mariani Fidei Promotore, omnibus sedulo perpensis rescribendum censuerunt: *Signandam esse Commissionem introductionis causae, si Sanctissimo placuerit.* Die 7 augusti 1917.

Facta postmodum de his Sanctissimo Domino nostro Benedicto Papae XV per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatione, Sanctitas Sua Rescriptum eiusdem Sacri Consilii ratum habens, propria manu signare dignata est Commissionem introductionis Causae Servae Dei Mariae Antoniae a S. Iosepho de Paz y Figueroa, die 8, eisdem mense et anno.

✠ A. Card. Vico, Ep. Portuen. et S. Rufinae,

S. R. C. Pro-Praefectus.

L. ✠ S.

Alexander Verde, *Secretarius.*

S. CONGREGATIO DE SEMINARIIS ET DE STUDIORUM UNIVERSITATIBUS

DE NOVO IURIS CANONICI CODICE IN SCHOLIS PROPONENDO.

Cum novum iuris canonici Codicem SS. D. N. Benedictus Pp. XV a die festo Pentecostes proximi anni millesimi nongentesimi duodevicesimi in universa latina Ecclesia vim habiturum esse edixerit, liquet ex eo ipso die Codicem fore authenticum et unicum iuris canonici fontem, proptereaque tum in disciplina Ecclesiae moderanda, tum in iudiciis et in scholis eo uno utendum esse. Quam sit igitur necessarium, clericis praesertim, Codicem probe nosse atque omnino habere perspectum, nemo est qui non videat.

Itaque Sacra haec Congregatio, ut in re tanti momenti rectae alumnorum institutioni pro officio suo consulat, omnibus ac singulis studiorum Universitatibus et iuris canonici Lyceis quae, ad normam can. 256, § 1, eidem Sacrae Congregationi parent, praecipit ac mandat, ut in schola antehac *textus* aptissime nuncupata, in qua ius canonicum penitus copioseque praelegitur, ita in posterum eiusmodi disciplina tradatur, ut alumni, non modo Codicis sententia *synthetice* proposita, sed accurata quoque uniuscuiusque canonis *analysi*, ad cognoscendum et intelligendum Codicem veluti manu ducantur: debent scilicet doctores iuri canonico tradendo, ipso Codicis ordine ac titulorum capitumque serie religiosissime servata, singulos canones diligenti explanatione interpretari. Iidem tamen magistri, ante quam dicere de aliquo instituto iuridico aggrediantur, apte exponant qui eius fuerit ortus, quae decursu temporis acciderint progressiones, mutationes ac vices, ut discipuli pleniorem iuris cognitionem assequantur.

Nullo ceterum, praeter Codicem, libro alumnos uti necesse erit; quodsi doctoribus placuerit eos unum aliquem adhibere librum, id sancte retinendum, ut non eius libri ordini ordo Codicis, sed huic ille aptetur et accommodetur.

Romae, ex aedibus S. Congregationis de Seminariis et Studiorum Universitatibus, die VII mensis augusti anni MCMXVII.

CAIETANUS CARD. BISLETI, *Praefectus*.

L. ✠ S.

Ioseph Rossino, *Substitutus*.

ACTA TRIBUNALIUM

SACRA POENITENTIARIA APOSTOLICA

SECTIO DE INDULGENTIIS

DUBIA

CIRCA ALTARIA PRIVILEGIATA ET MISSAS IN EIS CELEBRANDAS

Propositis S. Poenitentiariae Apostolicae dubiis:

« 1. An privilegium Altaris applicari possit pluribus defunctis, pro quibus Missa celebratur?

« 2. An recipi queant onera perpetua Missarum ad Altare privilegiatum celebrandarum? ».

S. Tribunal, die 3 iulii, anno 1917, respondendum censuit:

« Ad 1^m *Negative*, prout iam decisum fuit a S. Congregatione Indulgentiarum, decretis dierum 29 februarii 1864 et 19 iunii 1880;

« Ad 2^m Recipi possunt, dummodo numerus Missarum, tam fundatarum quam adventitiarum, sit talis, ut ei commode satisfieri possit ».

Et in audientia, subsignata die, infrascripto Cardinali Poenitentiario Maiori impertita, SSmus D. N. D. Benedictus div. Prov. Pp. XV, has responsiones in omnibus approbavit, iussitque ut publici fierent iuris.

Datum Romae, in S. Poenitentiaria, die 6 iulii 1917.

GULIELMUS CARD. VAN ROSSUM, *Poen. Maior.*

L. ✠ S.

F. Borgongini Duca, S. P. *Secretarius.*

SACRA ROMANA ROTA

I

MEDIOLANEN.

NULLITATIS MATRIMONII (GARIBALDI-AMBROSINI SPINELLA)

Benedicto PP. XV feliciter regnante, Pontificatus Dominationis Suae anno secundo, die 1 augusti anno 1916, RR. PP. DD. Fridericus Cattani-Amadori, Ponens, *Petrus Rossetti et Raphaël Chimenti, Auditores de Turno, in causa* Mediolanen. - Nullitatis matrimonii, *inter* Mariam Ambrosini-Spinella *et* Iulium Garibaldi, *repraesentatos per legitimos procuratores advocatos Dominicum Niti, Philippum Pacelli, interveniente et disceptante in causa sacri vinculi Defensore, sequentem tulerunt definitivam sententiam.*

Maria Ambrosini-Spinella, divite et honesta familia Mediolani orta, a primis aetatis annis religiose educata et adhuc puella in asceterio, quod a S. Ursula nomen sumit, optimis praeceptis instituta, indolem sortita est ingenuam, valde timidam, domui deditam et ab omnibus prorsus oblectamentis alienam. Patre orbata, matri suae obsequentissima semper fuit, et ita devincta, ut nunquam ab ea posset disiungi. Talis adhuc erat quum, 34 annos nata, a Iulio Garibaldi, in italico exercitu equitum duce (qui tunc quadraginta annos habebat) in matrimonium expetita est. Ideo non illico petitio accepto habita fuit, attamen Mariae mater sivit, ut is domum frequentaret. Interim de Iulio inquirere coepit, sed difficultates creverunt, cum ex anonymis praesertim litteris rescivisset, hunc vitam duxisse liberam, et tantummodo stipendium habere, quod ei, pro servitio in exercitu praestito, obveniebat. Timebat enim valde Maria, ut Iulius potius eius dotem, quam illam appeteret; sed angoribus, quibus illa premebatur, occurrerunt nonnullae mulieres, quae matrimonii conciliatrices fuerunt, et ita illam urserunt ad assensum matrimonio praebendum, ut eius reluctantem voluntatem vincerent. Ideo mense octobri, anno 1907, cum annuli traditione, sponsalia inita fuerunt et post quatuor menses, idest die 8 mensis februarii, anno 1908, matrimonium, coram parocho ecclesiae metropolitanae Mediolanensis, celebratum est. Sed Maria, quae semper anceps fuerat, non sine timore matri-

monium contraxit et in ipso nuptiarum die moesta omnibus apparuit. Deinde iter voluptuarium cum marito coepit, cui tamen ab amore ita alienam se exhibuit, ut eius agendi ratio graviter coniugi displiceret. Tandem Mediolanum apud sponsae matrem coniuges reversi sunt et interdum Iulius conducticiam domum pro se sponsaque paravit; sed mulier maritum sequi renuit, nec suasiones nec preces, aliarum etiam personarum, quarum opem Iulius adhibuerat, eam a suo proposito removere potuerunt. Quare coniuges, primo a Tribunali civili Mediolanensi mutuam separationem, quam personalem vocant, obtinuerunt; deinde, concordi consilio, assumpta nationalitate Hungarica, Iulius, apud Urbis Fluminis tribunal, iudicium instituit ut nullum declararetur suum cum Maria matrimonium, eo quod ab ea derelictus fuisset; quod admissum fuit sententia diei 11 mensis novembris anno 1911. Cum autem, nemine recurrente, haec in rem iudicatam transiisset, a Mediolanensi etiam Tribunali pro appellationibus (*Corte d'Appello*), recognita est pro civilibus effectibus, per sententiam ibi latam die 7 martii anno 1912, adnotata in libro matrimoniorum illius Urbis. Postea Iulius, ut se suamque coniugem a vinculo sacramentali liberaret, recursum habuit ad Emum Card. Archiepiscopum Mediolanensem, suum matrimonium de nullitate accusans, ob metum reverentialem gravem, quem Maria passa esset; cui petitioni ex corde adhaesit Maria, quae non metum reverentialem a matre sua se passam esse dixit, sed ab his mulieribus quae illi matrimonium suaserunt. Mediolanense Tribunal, causa cognita, die 22 augusti anno 1914, sententiam tulit pro nullitate huius matrimonii ob causam metus. Ab illa autem defensor sacri vinculi apud Curiam Mediolanensem appellavit ad hoc S. Tribunal, quod die 8 aprilis 1915, ponente Revmo S. R. Rotae Decano, non constare de nullitate huius matrimonii decrevit. Sua vice appellavit ab hac sententia Maria Ambrosini Spinella et supplementum instructionis petiit. Instructione igitur exacta, causa in tertia instantia Nostro Turno definienda proponitur, sub consueta dubii forma: ***Utrum sententia rotalis diei 8 aprilis 1915 sit infirmanda vel confirmanda in casu.***

Quod est in facto. - Modus quo matrimonium inter Mariam Ambrosini Spinella et Iulium Garibaldi statutum est, ab ipsa Maria ita enarratur: « Il primo rapporto che io ebbi col sig. Garibaldi fu al mio primo « incontro con lui, allorchè egli si presentava, con grande mia sorpresa, « in casa mia, col pretesto di cercarvi la signora donna Elisa Butta- « fava, venuta da noi in visita con altre due signore, da noi non cono- « sciute, e che in seguito seppi essere rispettive madre e sorella del

« signore venuto. Ciò avveniva nel marzo 1907. Ciò premesso, comincio « ad osservare che questo fatto era l'indizio dei propositi e dei tenta- « tivi del sig. Garibaldi, che si era prefisso di sposarmi. A tal uopo egli « si era servito della signora donna Elisa Buttafava, la quale chiamava « in seguito, a coadiuvarla nell'opera, la signora donna Rina De Capi- « tani vedova Plantanida; e fu in seguito a quella prima visita, che la « nobile signora Buttafava faceva le proposte di matrimonio a mia « madre, la quale rispondeva che non le pareva l'individuo adatto e che « io stessa non pensavo ad accasarmi. Poscia l'insistenza della signora « Buttafava presso mia madre, unita ai grandi elogi fatti del sig. Gari- « baldi, finì per far cedere mia madre, la quale, presente la stessa « signora, mi chiamò annunziandomi la proposta, che mi si faceva. Io « immantinente rispondevo che non ne volevo sapere, sia perchè non « avevo intenzione di accasarmi, sia perchè sentivo repugnanza pei mili- « tari, e poi anche perchè mi avevano descritto il sig. Garibaldi come « uomo molto brillante in società. Donna Elisa Buttafava allora si mise « ad insistere di tutta lena, perchè almeno lo lasciassimo venire in « casa, onde conoscerlo. Alla quale proposta mia madre non seppe « resistere, tanto più che l'avevano persuasa che questo sposo era il più « opportuno per il caso mio. D'allora il sig. Garibaldi cominciò a venire « in casa alla sera. Io non posso dire che vi sia stato fidanzamento « fra noi, perchè date le insistenze continue da una parte e dall'altra, « io mi sono trovata legata senza volerlo. Durante questa specie di « fidanzamento non mancarono dei dissapori, poichè il sig. Garibaldi « diceva che io era fredda e di ghiaccio con lui. Nel mese di ottobre « dello stesso anno il sig. Garibaldi mi fece dono di un anello che io « accettai, non portandolo quasi mai, tanto da esserne rimproverata. È « necessario che io spieghi il mio stato d'animo a questo proposito. « Se io fossi stata più esperta del mondo e meno suggestionata da loro, « non avrei dovuto accettare questo anello, ma devo confessare che « negli ultimi mesi, io mi trovavo quasi in uno stato d'incoscienza. « Capivo che avrei dovuto avere l'energia di troncare tutto, ma il pen- « siero di far parlare di me, e il sentire che continuamente mi dicevano « (le signore Plantanida e la Garibaldi, sorella dello sposo) di guardare « bene a quello che io facevo ritirandomi, perchè ormai tutta Milano « ne parlava, e perchè io inoltre avrei rovinato quel povero uomo « materialmente e moralmente, perchè egli, dato uno scacco, avrebbe « dovuto abbandonare l'azienda ed allontanarsi da Milano; ed infine « avrei cooperato a far morire di dispiacere i vecchi genitori di lui. A « questo punto devo anche ricordare che i suoi lamenti sul mio con-

« tegno e la fretta che egli aveva a procedere al matrimonio fecero « naufragare per un momento le trattative. In tal frangente un giorno « la signora Plantanida mi chiamò d'urgenza dalla mia abitazione nella « sua carrozza, per condurmi a destinazione ignota, preparandomi il « tranello di far entrare in carrozza il sig. Garibaldi, nonostante le mie « proteste, con le parole: " Ma signora, guardi cosa fa! „ al che essa « rispondeva: " Lascia fare a me, che un giorno mi ringrazierai „. In « tal modo mi trovai riallacciata nell'imbroglio peggio di prima. Così « si venne al febbraio 1908, epoca del contratto nuziale. Il contratto fu « steso dal notaio Mario Bordini abitante in via Broletto, n. 39, pre- « senti io, lo sposo e mia madre. Debbo confessare che, dato lo stato « dell'animo mio, io non sapeva più che cosa mi facessi, ridotta anche « a mal partito in salute per questi contrasti, come risulta anche dalle « lettere che allego, dove si parla del malessere. Dico sinceramente che « se mi avessero condotta al patibolo, ci sarei andata con la stessa tran- « quillità, perchè io non capiva più niente. Lo sposo, per affrettare il « matrimonio, ottenne dispensa di una pubblicazione. Furono testimoni, « al consenso, il sig. don Enrico Buttafava e nobile avv. Giuseppe « De Capitani d'Arzago, amici intimi dello sposo.

« Da quanto ho detto risulta evidente l'influenza malefica, che ebbe « sopra tutti gli altri in questo affare la signora Plantanida. Dichiaro « anche che non ho mai potuto spiegare questo eccessivo interesse con « le sue insistenti pressioni, in quella signora, come non so spiegarne « le ragioni e le cause dei suoi progetti col sig. Garibaldi, a tutto suo « favore ».

Deinde eam iudex interrogavit: « Dica la teste se vi furono altre « persone, oltre quelle da lei indicate nell'interrogatorio precedente, « che abbiano esercitata influenza sul suo consenso matrimoniale e « quali siano state ». Cui illa: « Oltre le persone nominate, nessun'altra « ebbe influenza sopra di me ». Defensori autem sacri vinculi eam inter- roganti, utrum scivisset se matrimonio obstringi ad convivendum per- petuo cum marito, respondit: « Premetto che degli uffici matrimoniali « io non conosceva nulla, che io era tra l'incudine ed il martello, perchè « da una parte comprendeva la mia obbligazione e dall'altra mi tro- « vavo sotto l'incubo del male che avrei fatto al mio sposo sottraen- « domi. Certo che io conosceva sufficientemente che col mio consenso « io legava la mia vita a quella di mio marito ». Et deinde: « Io sen- « tiva l'obbligazione di adempiere il mio dovere, una volta che l'avessi « sposato, e se non vi fossero state le peripezie successive, io sarei « rimasta con lui, accettando il mio destino ».

Relate autem ad ea quae matrimonio successerunt, actrix refert: « Appena mi trovai sola col mio marito nel viaggio di nozze, mi accorsi « subito di aver a trattare con un uomo strano e prepotente. Senza « una ragione al mondo egli faceva delle scenate inesplicabili, gridava, « ripetendo che "I nostri caratteri non vanno d'accordo „; "Tu a casa tua « ed io a casa mia „; "Vado a stare a casa dei miei vecchi „ e simili. Spesso « poi minacciava di saltare dalla finestra... Il viaggio di nozze, che durò « un mese, non fu che un'alternativa di scenate consimili, anzi, dopo « la traversata di mare da Napoli a Palermo, nella quale egli soffrì « moltissimo, il suo carattere peggiorò sensibilmente, così che posso dire « per pura verità, che la mia convivenza con lui, fino alla fine di set- « tembre, non fu che una sequela di prepotenze e scenate; e tuttociò « nonostante che, sia per timidezza di carattere, sia per coscienza di « dovere, io fossi sempre la prima a domandargli scusa e cercassi di « accondiscenderlo in ogni cosa, come lo fui sempre nei miei doveri « coniugali, anche quando ciò mi costava ripugnanza e sofferenze. Verso « la fine di settembre, mentre io mi trovava presso la mia madre, essa « che aveva notato l'assenza del marito e qualche dissapore, m'in- « dusse a rivelare l'animo mio, narrando la dolorosa storia dei di lui « maltrattamenti. Fu allora che io, presa da paura al pensiero di ritornare « con lui, e d'altra parte minacciata continuamente dall'intromissione « della signora Plantanida, la quale ripeteva, che se io non fossi ritor- « nata dal marito, esso si sarebbe suicidato, mi risolsi a portarmi da « Mons. Balconi a domandare consiglio. In seguito, per mezzo di avvo- « cati, mi rivolsi al Tribunale, il quale decise per la separazione con- « sensuale, con decreto 8 febbraio 1909 ». Concludit autem suum testi- monium dicens: « Il marito per me non presentava alcuna repugnanza « fisica, io me ne stava rassegnata con lui come al mio destino, nella « speranza che cambiasse il suo carattere ed io potessi avere una vita « più tranquilla ».

Actricis testimonio illud consonat matris eius. Haec a iudice inter- rogata, quomodo pactio matrimonii eius filiae evenisset, respondit: « ... La signora Buttafava venne in casa mia a fare la domanda for- « male di matrimonio per mia figlia, in nome del signor capitano Gari- « baldi. La prima risposta fu negativa, adducendo la ragione che il « signor capitano non mi pareva, per diverse ragioni, adatto per « mia figlia, però soggiunsi: " Non posso decidere della volontà di « mia figlia, perchè ha già i suoi anni e il suo giudizio „. La signora « Buttafava parlò direttamente con mia figlia di tale proposta, ed in « seguito le si mise attorno con un vero assedio, chiamando a Milano

« da Cernobbio anche la signora Plantanida, affinchè l'aiutasse nell'im-
« presa. La signora Plantanida conosceva da 22 anni il capitano e la
« signora Buttafava da 12 anni, e ciò spiega lo zelo da loro dimo-
« strato nel combinare questo matrimonio. Dalla prima proposta fatta a
« mia figlia nel marzo fino al suo accoglimento, dato verso la fine di
« ottobre, mia figlia Maria posso dire che fu sempre negativa, perchè, esi-
« tante, non sapeva risolversi a tale passo. E ciò nonostante le premure
« frequenti di cui era oggetto da parte delle signore intermediarie, non
« ostante e le visite frequenti in casa e le passeggiate, alle quali la con-
« ducevano e le loro continue pressioni, perchè avesse ad accettare. Ho
« detto pressioni, e non senza causa, perchè quelle signore Plantanida,
« madre e figlia, ebbero perfino l'ardimento di andare dal notaio per
« sollecitare l'affare a loro favore. Il consenso di Maria al signor Gari-
« baldi, per il futuro matrimonio, fu dato, credo, il 17 ottobre, alla mia
« presenza, e il giorno dopo il signor capitano venne a consegnare
« l'anello a mia figlia, la quale l'accettò, ma senza entusiasmo ... Queste
« trattative subirono parecchie rotture. La prima in occasione della
« richiesta delle pubblicazioni pel matrimonio civile, determinato dal
« fatto che la signora Plantanida, avendo presa cognizione dell'atto nota-
« rile predisposto secondo le nostre intenzioni, per assicurare, meglio
« che si poteva, la sostanza di mia figlia, di fronte al fatto che il capi-
« tano era nullatenente, si affrettava ad impedire il proseguimento delle
« trattative. In seguito vi furono altri bisticci a me tenuti nascosti, per
« non darmi dispiacere. Del resto io non so più nulla, perchè non assi-
« stetti al matrimonio religioso, nè civile, nè mi portai alla stazione alla
« loro partenza. Questo ricordo, che mi dissero che mia figlia Maria era
« andata all'altare come un condannato. Io non posso dire che la mia
« Maria fosse assolutamente contraria a questo matrimonio, ma devo
« dire, in coscienza, che essa ha subìto l'influenza malefica della signora
« Plantanida. Devo anche aggiungere, che la mia Maria non era con-
« traria in genere, nè in progetto, ad un matrimonio di simpatia: ciò
« che mi risultò evidente anche nel caso di altre proposte fattele, che
« poi fallirono, perchè essa diceva in quell'occasione: " Io non voglio
« congiungermi con un uomo, che io non conosco, e che non mi entri
« in simpatia „ ». Deinde sequitur: « Per quanto io desiderassi di vedere
« a posto in un buon matrimonio mia figlia, pure devo dire che io non
« ho mai fatto alcuna pressione, perchè essa sposasse il capitano. Anzi,
« come ho già detto, a me non sembrava l'uomo adatto per mia figlia,
« nè pel suo carattere nè per le sue abitudini, le quali erano quelle di
« un uomo galante e di società. Le persone invece che l'hanno spinta a

« questo matrimonio, non so ancora per quale scopo ed interesse, furono, « come ho già dichiarato, la signora Buttafava e la signora Plantanida, « madre e figlia, le quali approfittavano della sua debolezza e timi- « dezza. Non credo che le loro pressioni abbiano raggiunta la minaccia, « ma certo esse dovettero incutere grave timore sull'animo debole e « timido di mia figlia, allorchè, per es., la signora Plantanida madre « dirigeva a Maria quelle parole: " Se tu senti suonare il campanello, « preparati, perchè sarà l'avviso che il capitano si sarà suicidato „ ».

Nunc audienda sunt quae relate ad contractum matrimonium refert Iulius Garibaldi: « ..... mi pare verso l'aprile, io feci la domanda uffi- « ciale alla signora Carlotta Ambrosini della mano di sua figlia. Ed « ella, accogliendo molto benevolmente la mia domanda, mi rispondeva « che ne avrebbe parlato con la figliuola e mi avrebbe poi data la « risposta. Alla fine di maggio, non avendo ricevuta risposta alcuna, « nonostante le mie replicate sollecitazioni, ritirai ufficialmente la mia « parola e partii da Milano, ritirandomi nella Villa Capo di Strada, « presso Pistoia, dove erano i miei genitori. Incominciarono allora le « lettere della figlia, che scriveva a nome della madre, essendo questa « l'abitudine di casa, dirette a mia sorella, onde farmi recedere dal mio « rifiuto e riprendere le trattative. A poco per volta si ripresero le trat- « tative con la madre (come apparirà dalle lettere che intendo allegare « a questo interrogatorio in ordine numerico). (Has tamen literas num- « quam exhibuit). Questo periodo di trattative riprese durò due o tre « mesi e cioè quanto il mio soggiorno a Pistoia ... Ritornato, verso il « settembre od ottobre, a Milano, credo di essermi presentato in per- « sona in casa Ambrosini per ripigliare le trattative, e la madre tornò « a riconfermarmi che avrebbe pensato lei a far decidere la figliuola. « Difatti, pochi giorni dopo, avvenne il fidanzamento. Quest'atto fu com- « piuto presenti la madre, la figlia Maria interessata ed io. La madre « ingiunse alla ragazza di darmi la mano, altrettanto feci io, che mi « chinai e la baciai in fronte. La ragazza rimase quella che fu sempre, « freddissima, molto ritrosa e, meglio dirò, passiva. La madre, Carlotta « Ambrosini, volle che fosse steso il contratto notarile, rifiutò due notai « da me proposti, insistendo per avere il suo notaio dott. Bordini. Fu « steso l'atto che conteneva una clausola delle più umilianti per un « uomo, cioè la rinunzia all'art. del Cod. Civile che dà i diritti mari- « tali all'uomo. Quando apparve questo atto, immensa fu la sorpresa « mia e del cav. Cesare Plantanida (a quo Iulius in contractu matri- « monii adiuvabatur) e si fu ad un punto di troncare le trattative del « matrimonio. Ma la madre disse che era un errore del notaio, che

« aveva frainteso. Il cav. Cesare Plantanida accennò ad una nuova « minuta di contratto, che venne accettata. Allora per definire una buona « volta questa controversia ed arrivare all'atto decisivo, si stabilì di « procedere alle pubblicazioni matrimoniali, previa visione dell'atto « notarile così modificato. Presenziavano quest'atto il nob. comm. avvo- « cato Giuseppe Capitani d'Arzago, donna Rina de Capitani d'Arzago « ved. Plantanida, dott. nob. Enrico Buttafava, avv. notaio Eugenio « Ambrosini-Spinella. Alla lettura dell'atto notarile esso apparve una « seconda edizione del primo atto, con qualche cambio di sole parole, « ma nulla sostanzialmente era mutato. Allora fu dichiarato che il matri- « monio non si poteva fare. Corse subito il figlio a riferire alla madre, la « quale lo rimandò subito, perchè ripetesse ancora che lo sbaglio era del « notaio, e che nulla era da ascriversi alla famiglia, e quindi era il caso « di portare a termine il matrimonio. Infatti l'atto venne cambiato e « l'atto definitivo firmato anche dalla signorina Ambrosini, la quale « dal principio alla fine, in tutto questo svolgersi di cose, fu sempre di « una passività impressionante. Era un automa mosso dalla volontà « della madre ». Sequitur autem asserens causam metus, sub quo Maria matrimonium contraxit, fuisse istius matrem; et deinde enarrat ea quae matrimonium sequuta sunt; at ait: « ... Ed in tutto il tempo che con- « visse meco si mostrò così fredda e apata, tanto che un giorno in « Piazza del Duomo num. 21 le dissi che era meglio per un uomo fare « un salto dalla finestra che fare la vita con una persona così apata ».

Quoniam actrix de metu sibi illato accusat tres tantum mulieres, scilicet: dominam Elisabeth Buttafava, Alexandrinam Plantanida et Aloisiam Garibaldi, sponsi sororem, ideo referenda sunt quae duae priores in iudicio testatae fuerunt, circa ea de quibus accusantur; Alexandrina enim Plantanida eiusque filia contumaces extiterunt. Elisabeth Buttafava, a iudice interrogata, quamnam partem sumpserit in tractatu matrimonii inter Mariam et Iulium, ita respondit: « La parte « che io ebbi nelle trattative di matrimonio fu questa: Il sig. capitano « Garibaldi, desiderosissimo di prender moglie, si rivolgeva continua- « mente a me ... Caso volle che il capitano venisse a sapere che il suo « compagno di palco (al teatro) avesse una sorella, ed allora mi assediò, « al fine che io gliela facessi conoscere; al che io rispondeva, in un col « mio figlio, che la signorina Maria Ambrosini non era affatto adatta « per lui, pei suoi gusti e pel suo carattere. Ma le sue insistenze furono « tali da obbligarmi ad accettare l'incarico di farne almeno la proposta « alla signora Ambrosini madre. Mi sono infatti portata da questa, intro- « ducendomi col dire: " ambasciator non porta pena „, e le espressi il

« desiderio e le intenzioni del sig. Garibaldi. La mia proposta fu accolta « abbastanza bene dalla signora Ambrosini, perchè lo stesso suo figlio « aveva parlato del capitano anche a lei e con molta simpatia, e le piacque « anche il sapere che il signor Garibaldi era conoscente ed amico di « mio figlio Enrico, che abitava meco. Dopo questo mio passo, mi ritrassi « un poco in disparte, e seppi che il capitano aveva trovato modo d'in- « trodursi in casa Ambrosini e proseguire direttamente la relazione ..... « Nelle visite che ci siamo scambiate in seguito, ricordo che, una volta « o due, la signora Ambrosini, in compagnia di sua figlia, era venuta a « dirmi di essere molto addolorata per diverse lettere anonime, che « aveva ricevute sfavorevolissime al capitano; in questa occasione, allora, « io stessa (che facendole la proposta di tale matrimonio non avevo « mancato di manifestarle che il capitano nell'ordine finanziario non « aveva che la pura pensione), con la stessa franchezza, le dissi che, di « fronte a tali lettere, essa non solo aveva diritto, ma benanco l'asso- « luto dovere di andare in fondo alla cosa; ho soggiunto anche che non « m'importava affatto che essa, parlando della cosa con il capitano, « ripetesse il mio consiglio. In seguito, in altre occasioni, notai che vi « erano degli screzî tra gli sposi per ragioni d'interesse, ed in tale « occasione io ripetei, coi signori Ambrosini, quanto io già aveva loro « detto altra volta, e cioè: che il signor capitano non poteva disporre « che della sua meschina pensione di tremila lire ..... In questa occa- « sione ed in qualche altra, io sentii il bisogno di ripetere loro che, « dinanzi a questi screzî e divergenze di gusti, il miglior consiglio che « potevo dare, e che avrei dato anche a una figlia mia, era quello di « troncare tutto. La madre Ambrosini mi rispondeva che ormai le cose « erano troppo avanzate e dopo d'allora mi lasciarono in disparte, con « mia grande soddisfazione. Il sig. capitano però venne da me qualche « volta anche in seguito, e mi raccontava delle sue trattative che con- « tinuavano patrocinate da altre signore, come dalla sig. Plantanida « Alessandrina, alla quale certamente io non avrei sognato mai di affi- « dare tale incarico. Io ho sempre in ultimo mostrato opposizione col « signor capitano al suo matrimonio. Aggiungo che donna Plantanida « ebbe a dirmi: " Tu sei troppo timida, ti fermi troppo alle prime diffi- « coltà, vedrai che le cose andranno bene dopo „. Io risposi: " Tu avrai « la mano più felice, ma l'importante è che in seguito poi gli sposi siano « felici „. Poco prima del matrimonio, io ho raccomandato alla sorella « del capitano, signora Luigia Arrigoni, di fare buona opera perchè il « matrimonio non si contraesse, perchè io ne prevedeva del male ».

Cum autem quaesitum esset a iudice, utrum Maria libere vel sub metu

matrimonio consensum dedisset, respondit: « Io non posso rispondere « se la signora Ambrosini si sia sposata per libero consenso o meno, « perchè non mi sono più trovata insieme con lei; e perciò non ho « potuto fare alcuna costatazione in proposito. Posso aggiungere che « dopo il matrimonio la signora Maria Ambrosini, venuta da me una « sera, dopo avuta una scena spiacente con suo marito, alla mia inter- « rogazione, che le rivolgeva in questi termini: " Ma in fine dei conti, « se l'hai sposato, è segno che gli volevi bene; sopporta dunque un « poco anche le sue asprezze di carattere „, essa mi rispondeva: " Io « l'ho sposato per compassione „. La mia convinzione personale poi, a « proposito del consenso di Maria Ambrosini, è questa, che essa è « andata avanti per forza di cose e per convenienze sociali ». Deinde ait: « In questa faccenda matrimoniale ho constatato tali diverse con- « traddizioni nel contegno e nelle espressioni, che non oserei dire che « la signorina Maria Ambrosini, sposandosi, non abbia fatta la sua « volontà. Difatti in quelle poche ultime visite, che io ebbi con loro « in occasione di aver ricevute le lettere anonime sfavorevolissime al « capitano, trovai la signorina Maria qualche volta sinceramente affe- « zionata al suo sposo e qualche volta paurosa di proseguire le tratta- « tive, per le impressioni ricevute dalle lettere anonime... Aggiungo che « non mi consta, che siano state fatte delle pressioni sopra la signora « Maria Ambrosini per spingerla al matrimonio. Non so se, nell'immi- « nenza del matrimonio, si dicesse che il ritirarsi diveniva quasi uno « scandalo pubblico, perchè già tutta Milano parlava di quel matrimonio; « tuttavia se queste cose vennero dette, sono persuasa che abbiano « potuto avere qualche influenza sopra la signora Maria, perchè di « carattere timido ».

Audienda demum est Aloisia Garibaldi vid. Arrigoni, Iulii soror, quae pariter a Maria Ambrosini-Spinella de metu illi incusso accusatur. Haec iudici sciscitanti circa partem quam habuit in matrimonio actri- cis, respondit: « Ho conosciuto la famiglia Ambrosini-Spinella un anno « prima del matrimonio di mio fratello. Le visite mie in casa Ambro- « sini furono assai frequenti, specialmente durante l'inverno, nella quale « epoca si visitava la famiglia due o tre volte al mese. Io sono stata « sempre bene accolta dalle signore Ambrosini, madre e figlia, le quali « mi ricevevano con grande espansione e cortesia e baci, insistendo « perchè io ritornassi spesso a vederle. La signora Maria Ambrosini, « nell'intimità della nostra amicizia, mi esponeva le sue titubanze in « ordine al matrimonio con mio fratello: sapeva di non essere bella, « temeva di non essere abbastanza interessante per mio fratello ed

« aveva timore perciò che mio fratello la sposasse per interesse. Venute « le vacanze, mio fratello mi scriveva che si era fidanzato e che la signo- « rina Maria si era persuasa ad accettare la sua proposta, per l'inter- « vento della madre. Dopo le vacanze, la rividi ancora e la trovai che « essa, ormai fidanzata, si riteneva legata, ma che le sue titubanze rima- « nevano ancora ..... Devo notare che negli ultimi tempi precedenti il « matrimonio, era avvenuto qualche dissidio tra mio fratello e la madre, « signora Ambrosini, e che perciò le perplessità della sposa si accen- « tuarono, per il dubbio che potessero nascere future discordie ..... La « signora Maria voleva bene a mio fratello, ma aveva paura di fare il « matrimonio. E ci fu un momento in cui le trattative parevano doversi « rompere, tanto è vero che mio fratello, di fronte a tante perplessità « causate da motivi finanziarî, disse un giorno alla sposa: " Ebbene, il « matrimonio lo faremo per Pasqua, intendendo con ciò mandarlo a « monte „. Fu allora che ella rispondeva: " Va bene, per Pasqua „. Io « allora ne parlai alla signora Plantanida, la quale si adoperò per riav- « vicinarli. Si intende che a me dispiaceva che il matrimonio non si « effettuasse. Ciò mi mosse a persuadere la signora Maria ad accettare « la mano di mio fratello; persuasione che io cercava insinuare, dicen- « dole che doveva disprezzare i suoi timori, che mio fratello sarebbe « stato un buon marito, anche perchè era affezionato ai suoi genitori: « non ho usato mai con lei modi aspri: soltanto una volta dissi: " Se « non vuoi fare il matrimonio, lascia pur stare, chè sei ancora in « tempo „ ».

Cum autem iudex a teste quaesivisset: « Non ha mai insistito per- « chè accettasse il matrimonio, lasciando balenare alla signora Maria « gravi conseguenze di un suo rifiuto? », illa respondit: « Ho pensato « tra me alle conseguenze gravi di questo matrimonio se fosse fallito, « e questo era anche uno dei motivi, pei quali io desiderava che il « matrimonio si facesse; ma non ricordo di aver mai detto alcunchè « di simile alla signorina. Così pure osservo che mio padre e mia madre « non hanno mai avuti rapporti diretti con la sposa. Non posso dire « chi abbia avuto la maggior influenza per questa decisione della signo- « rina al matrimonio, perchè furono un po' tutti a cercar di persuaderla, « eccetto la signora Buttafava, che venne da me la vigilia del matrimo- « nio, perchè non si facesse, ma io le risposi che era troppo tardi. « Aggiungo infine che le titubanze nella sposa erano sorte anche per « il fatto di lettere anonime ricevute contro mio fratello ».

Actrix praeterea nonnullas exhibuit litteras, sibi, ante matrimonium, missas a praecedenti teste, necnon ab Alexandrina De Capitani vid.

Plantanida, in quibus tamen desunt prorsus vel minae, vel alia, quae possent gravem incutere metum, quamvis non desint benigna verba, quae praesertim Aloisia Garibaldi adhibet ut matrimonium Mariae suadeat. Ita ex gr. Aloisia Mariae scribit: « ... Raccomando ancora calma « e pazienza e sopratutto serenità d'animo: non lasciarti abbattere ». Et Alexandrina Plantanida: « ... Ti ripeto, mentre so comprendere le « tue lotte, spingi le cose in modo da fare queste pubblicazioni, che « questo stato d'incertezza rovina il morale ed il fisico del G. ... Se « non avesse la testa solida e gran cuore ... a quest'ora, credi, un altro « che non ti volesse bene, avrebbe già preso il volo. Dunque ormai sei « tu che devi decidere, non sei più una bambina, mi ringrazierai un « giorno », etc.

Alexandrina de Capitani, vid. Plantanida, eiusque filia Maria Nessi-Plantanida ter in iudicium vocatae fuerunt, ut testimonium redderent circa ea, de quibus a Maria Ambrosini accusabantur, sed utraque contumax fuit.

Praeter testimonia hucusque relata alii undeviginti testes auditi sunt, quorum tamen nemo testatus est aliquid magni ponderis. Omnes quidem conveniunt in laudandis virtutibus Mariae Ambrosini-Spinella, cuius tamen indolem timidam atque debilem asserunt; et omnes confirmant illam, usque ad matrimonii celebrationem, incertam atque haesitantem fuisse et alienis suasionibus ad hoc inductam.

Nullus autem testis scit, matrem actricis vel suasionibus vel precibus vel aliquo modo in filiae matrimonium institisse, imo plures hoc aperte denegant. Ita testis Adelais Bertoletti, vid. Volpi: « La signora Ambrosini, « madre, sul principio favorevole, poi rimase indifferente. Escludo perciò « qualsiasi pressione da parte della madre su l'animo della figlia ». Quam semper haesitantem fuisse testatur: « Alle mie sollecitazioni la « signora mi rispondeva: " Ma poi faccio bene? „. Mi sembrava come « spaurita. Essa mi ripeteva come dubbio di venire sposata per la « dote ». Ita pariter testis Lina Volpi in Broglio, testis Adelais Lacrois-Malerba, testis Flaminius Binda, qui ait: « Per la conoscenza che ho, « ormai da più anni, delle persone e dei fatti che precedettero, credo « poter escludere in modo assoluto che nè la madre nè il fratello avvo- « cato Pietro abbiano esercitato o voluto mai esercitare sulla rispettiva « figlia e sorella una influenza qualsiasi ed assai meno una pressione « sulla stessa, relativamente alla opportunità o meno del matrimonio, « da altri progettato ».

Relate autem ad incitationem, quam Maria se passam fuisse asserit ab Elisabeth Buttafava, ab Aloisia Garibaldi et ab Alexandrina Plan-

tanida, ut matrimonium contraheret, plures testes nihil prorsus sciunt, nonnulli tantum ab ipsa Maria audierunt, nonnulli demum de scientia propria loquuntur.

Maria Brera: « Conosco la signora Maria Ambrosini-Spinella da « quando eravamo entrambe in Collegio dalle Orsoline di S. Ambrogio in « Milano, e quindi da più di una ventina di anni, e d'allora sono sempre « stata in buona relazione con lei... Facilissima (Maria) a credere a tutto « quello che le dicono, bisognosa della spinta altrui per essere guidata « anche nelle cose piccole. Io credo perciò che essa sia andata avanti « come per fatalità; cosicchè a forza di sentirsi dire e ripetere che « bisognava fare questo passo, sia stata trascinata a farlo, per quanto io « non sappia nè da chi nè come ».

Prae ceteris testibus, magis edoctae sunt Adelais Bertoletti, vidua Volpi, eiusque filia Lina, quae, tempore matrimonii, in eadem domo familiae Ambrosini-Spinella inquilinae erant. Mater Adelais testatur: « Io non posso dire che essa abbia dato il suo consenso spontanea- « mente, perchè so che era spinta da tutte le parti ed anche da me. « Essa però sapeva che col suo consenso si legava ad un uomo per « tutta la vita. Io non ho mai notato in tutto il tempo qualche slancio « spontaneo della signorina Maria verso lo sposo, anzi sembrava di « ghiaccio con lui. Io non conosco personalmente nè la signora Butta- « fava, nè la signora Rina Plantanida; però ho sentito più volte dalle « signore Ambrosini discorrere di queste persone, come quelle che com- « binavano le trattative del matrimonio ».

Lina Volpi-Boglio, Adelaidis filia: « La mia impressione è che essa « non fosse contenta di sposarsi, anzi molto titubante ed incerta. Con « me però non ha mai parlato intimamente delle sue disposizioni al « matrimonio. Ad ogni occasione di proposte matrimoniali però, essa « era sempre timorosa che la sposassero per la sua dote e non per la « sua persona. Essa non mi ha parlato di ripulsione verso il capitano « Garibaldi, mentre manifestava sempre il dubbio sopra accennato. Dirò « anche che, la sera prima del matrimonio, venne da me piangendo « per salutarmi e mi lasciò dicendo: " Ti auguro che la vigilia del tuo « matrimonio sia diversa da quella che è per me „ ». Iudici quaerenti: « La teste sa di altri che abbiano fatto pressioni sulla sposa? », respondit: « Io so che vi era la famiglia Plantanida, che cercava ogni « mezzo per convincere la signorina Maria a sposare il capitano Gari- « baldi, assicurandola che l'esito sarebbe stato felicissimo, cercando di « dissipare ogni dubbio e ogni timore. Ho sempre trovata la signorina « Maria incerta nella decisione da prendere, al punto da deperire anche

« in salute; incerta e per il carattere e per le abitudini dello sposo, che « temeva non confacenti alle proprie. Di queste incertezze ne approfit- « tavano la signora Plantanida e gli amici del sig. capitano per insi- « stere sulla convenienza di sposarlo, intimorendola anche col dirle che « il suo rifiuto avrebbe rovinato il capitano per tutta la vita, costrin- « gendolo ad allontanarsi da Milano, ed avrebbe arrecato un gran dolore « ai genitori di lui, già molto vecchi: ciò che, dato l'animo buono della « Maria, bastò per condurla fino all'altare. Anzi aggiungo, che in queste « condizioni di animo, se avesse saputo anche cose gravi circa il capi- « tano, non avrebbe avuto il coraggio di ritirarsi. Tutto quello che ho « detto io l'ho saputo dalle confidenze che mi faceva la signorina Maria ».

Testis Ioannes de Simoni: « Le pressioni esercitate erano nel senso « che si magnificavano le qualità dello sposo e si insisteva, adducendo « la convenienza del matrimonio, in vista della età avanzata della madre, « della probabilità di rimanere orfana e senza appoggio. Io non posso « aggiungere altri dettagli, perchè, durante l'epoca del fidanzamento e « avvenuto il matrimonio, io non frequentavo la casa degli sposi. Ag- « giungo solo che le voci di queste pressioni io le ho sentite al tempo « della scissura avvenuta tra gli sposi dopo il matrimonio ».

Testis arch. Caesar Beruto ait: « Sono sicuro che l'avranno inco- « raggiata in tutti i modi per deciderla ad accettare un partito, che « presentavano come molto opportuno per lei, mentre non lo era; a « me però non consta che le siano state usate pressioni per forzarla al « matrimonio ... ». Addit autem: « Mi ha fatto poi impressione grave il « fatto che il matrimonio fu celebrato in fretta e furia, senza dar tempo « a quegli omaggi, che si usano in simili circostanze. Ciò che, mentre « mi fu di grande sorpresa, mi diede ancora il sospetto di pressione « esercitata, quasi che la sposa scappasse e l'afferrassero ».

Testis doctor Ioseph Terzaghi refert: « Il capitano Garibaldi ... mi « disse di trovare nella sua sposa molta freddezza ed una soverchia « timidezza, ed essere una di quelle anime, che non hanno mai un'idea « propria, ma bensì quella di chi parla più forte. Io credo però che non « si sia trattato di pressioni gravi, delle quali a me in nessun modo « può constare ».

Testis Adelais Lacrois-Malerba testatur: « Ho sentito ... lamentare « l'insistenza con la quale le signore Plantanida e Buttafava cercarono « di deciderla ad accettare il partito, facendo vere pressioni su di lei, per- « suadendola che ormai la cosa era pubblica e non si poteva più ritirare, « senza far delle figure, e standole ai fianchi continuamente, giungendo « perfino ad andare a prenderla in carrozza e poi, in Piazza del Duomo,

« a far entrare il sig. capitano Garibaldi. La signorina Maria mi disse « anche che in queste contingenze essa non sapeva più dove avesse la « testa. Concludendo aggiungo che il carattere di questa famiglia è « affatto singolare. Madre e figli sono gente che hanno paura di tutto e « scappano sempre e perciò le pressioni hanno trovato un carattere « debole, timido, pauroso ed inesperto del mondo ».

Testis Theresia Cattaneo, matertera Mariae Ambrosini, cuius matrimonio adstitit, enarrat: « L'antivigilia del matrimonio sono venuti gli « sposi con mia sorella per pregarmi di far da madrina nel matrimonio ... « L'impressione, che mi rimane ora di quell'abboccamento, è che mia « nipote fosse nè entusiasta nè repellente in quel punto. Nel frattempo « tra l'annunzio del matrimonio e l'invito a far da madrina, io non vidi « mia nipote che una volta, essendo andata da mia sorella per doman- « dare quale regalo sarebbe stato gradito. In quell'occasione mi sono « fermata pochi istanti, e mia nipote non mi parlò del suo matrimonio « nè pro nè contro. La mattina del matrimonio, poi, mia nipote venne « a prendermi a casa, per andare al municipio ed in seguito alla chiesa. « Mi aspettò ai piedi della scala, scesi ed andammo in carrozza insieme; « in vettura io le faceva i miei auguri di felicità per il suo matrimonio. « Essa era commossa e si mise a piangere ed ai miei auguri rispose « soltanto: " Chissà „, altro non me ne disse. In municipio ed alla chiesa « diede il suo consenso regolarmente, ed io ho sentito chiaramente il « Sì. In seguito l'accompagnai al ristorante della stazione, dove fecero « colazione, durante la quale mia nipote era piuttosto malinconica ... « Dalla narrazione che ho fatto si capisce come io non possa dire di « pressioni subìte dalla sposa sul suo consenso, perchè, per lo meno, « a me non consta di esse ».

Testis adv. Guido Castiglioni ita testificatur: « La mia impressione per- « sonale, quale ho potuto desumerla dalle informazioni posteriori al « matrimonio, si è che ... la signorina Maria ebbe a dare un assentimento « niente affatto libero, ma imposto, a mio avviso, più che tutto, dal fatto « che il mondo si era impossessato di questo avvenimento, che già di « troppo tardava a risolversi, e che essa signorina Maria sacrificò la sua « volontà alle esigenze di uscire da uno stato assolutamente increscioso ».

Testis adv. Flaminius Binda refert: « Dichiaro innanzi tutto che « dei fatti antecedenti al matrimonio io non ebbi conoscenza alcuna « diretta, perchè nè conosceva le parti, nè mai intesi parlare di loro. « Quanto posso dire ora del come si effettuò quel matrimonio ... è la « conferma avuta dalla conoscenza delle parti e dei loro famigliari ed « amici, e dalla constatazione dei fatti, per me indiscutibili ormai, che

« la signorina Maria si indusse al matrimonio in seguito a pressioni « subìte da parte di persone amiche del capitano, le quali, col proposito « di rendere a questo un segnalato servizio, procurandogli una condi- « zione economica molto agiata, della quale egli dimostravasi impaziente, « riconoscendo il carattere mitissimo e suggestionabile della signorina, « si persuasero che il compito doveva essere anche molto facile ... In « special modo tali pressioni insistenti vennero esercitate da una sorella « del capitano, ora ved. Arrigoni, e dalla signora Plantanida Rina, delle « quali vennero appunto prodotti diversi scritti allegati alla domanda « di questo processo ».

Sequitur testimonium adv. Petri Ambrosini-Spinella, actricis fratris, qui eidem iudicis interrogationi ita respondit: « Nulla so di scienza mia « di pressioni esercitate su mia sorella per indurla al matrimonio: ciò « si comprende dal fatto che io era lontano dalla famiglia. Il giorno « del matrimonio ebbi l'impressione di assistere ad un funerale, piut- « tosto che ad un matrimonio, per la freddezza di mia sorella, palesemente « abbattuta. In seguito ebbi notizia delle pressioni esercitate, sia per « lettera che a viva voce, da certe signore Plantanida e Buttafava per « indurla a sposare il capitano Garibaldi. Non so però di qual natura « fossero queste pressioni. Ricordo di aver sentito dire da mia sorella che « fra le altre pressioni vi era anche quella che, in caso di un suo rifiuto, « il capitano Garibaldi si sarebbe suicidato. Ciò che mi spiegò come questo « matrimonio si fosse svolto in circostanze tutt'altro che allegre ».

Demum alius frater Mariae, Eugenius, ita testatur: « Veramente io « con mia sorella parlai qualche volta del suo matrimonio, esponendo « le ragioni mie, per le quali si sarebbe dovuto diffidare, ma mi accorsi « che la signora Rina Plantanida le stava attorno per deciderla, dando, « come dissi, perfino appuntamento in chiesa per farla trovare col capi- « tano. Seppi poi in casa che questa signora con Maria insisteva pel « matrimonio, facendole presente il danno, che il suo rifiuto avrebbe « portato al capitano ed alla famiglia di lui, e particolarmente al padre « del capitano, vecchio e malaticcio, per fare così pressione sopra mia « sorella, che era dolente per la morte recente del nostro padre. A me « è rimasta l'impressione che mia sorella era veramente decisa per il « no, e perciò, se non vi fossero state le forti insistenze della signora « Plantanida e della signora Buttafava, il matrimonio non sarebbe « avvenuto ».

Hucusque testes qui in priori instructione processus in iudicium fuerunt inducti. In suppletiva vero instructione, Procuratores actricis, quinque novos articulos testibus proposuerunt, quorum tamen quatuor

priores ad meritum causae parvi vel nihili faciunt. Quaerunt enim: 1) utrum rev. d. Franciscus Balconi, Metrop. Eccl. archipresbyter, qui matrimonio Mariae actricis adstitit, colloquium cum ea habuerit de illo ante diem matrimonii, vel saltem utrum in die matrimonii sponsos separatim interrogaverit; 2) vel potius utrum post matrimonium Maria, pro consilio, rev. dominum Balconi inviserit, et tunc ille Mariae dixerit, se, quamvis ante matrimonium notitias contra sponsum habuisse, attamen eas non manifestasse ob timorem processus; 3) utrum d. Balconi post matrimonium nonnullis dixerit, se illud pro nullo habere, ob defectum consensus sponsae; 4) utrum adv. Guido Castiglione eidem d. Balconi exhibuerit exemplar petitionis porrigendae Rmae Curiae eccl. ut nullum matrimonium declararet. Quinta autem quaestio, quam Patroni in argumentum ducunt metus gravis in actricem incussi, inquirit utrum matrimonium celebratum fuerit festinanter, quasi secrete, absque ulla pompa, omissa quavis consanguineorum vel amicorum invitatione; imo ipsius sponsae matre absente; omnesque qui adfuerunt admirati fuerint moerentem adspectum sponsae. Circa quatuor priores quaestiones ipse rev. archip. Franciscus Balconi plane respondit; scilicet: Ad primum: « Un vero e proprio convegno con la signora Maria Ambrosini-Spinella « non ebbe luogo. Ho la reminiscenza di avere espresso i miei dubbî a « riguardo del suo matrimonio. Ricordo che nella prima deposizione « ho dichiarato di averli espressi, i miei dubbî, colla stessa signora Maria « Spinella..... Ma ritornato ora sui miei ricordi, non posso dirmi sicuro « di averli espressi alla signora Spinella, o forse ad altri..... In « occasione della formalità del consenso non si è fatta, nè da parte mia « nè da parte degli sposi, nessuna parola in merito al matrimonio. Nè « i futuri sposi furono da me interpellati separatamente ». Relate ad secundam quaestionem declarat: « Ricordo che, tanto accompagnata dalla « signora Malerba, quanto sola, la signora Ambrosini-Spinella è venuta « da me più di una volta a lamentare la condizione creatale dal matri- « monio ed il carattere del marito. Ricordo di avere in questa occasione « dichiarato che queste cose si temevano fin da prima, perchè era voce « comune che il sig. cav. Garibaldi tendesse alla dote e non all'amore « della signora, ma escludo nettamente di avere detto che di queste « cose io non ho parlato per paura di processo. Anzi sono persuaso che « sì, ne ho parlato ». Relate vero ad tertiam, repetit in secunda instructione quod iam in priori asseveravit, nempe: « Escludo assolutamente « di aver mai espresso il convincimento che il matrimonio fosse nullo, « perchè questo convincimento non l'ho mai avuto ». Ad quartam quaestionem quod attinet, respondet: « Verissimo, che il signor avv. Guido

« Castiglione venne da me, come già dissi, a domandarmi presso chi e « come avrebbe dovuto iniziare la causa di annullamento, della quale « era incaricato; verissimo anche che mi pregò di rivedere il ricorso da « lui già steso e che io ritoccai in parti affatto accidentali, come i titoli « da darsi alle autorità ecclesiastiche, la forma della conclusione e « simili ». Ad quintam quaestionem respondit: « Nego assolutamente « che il matrimonio sia stato celebrato con fretta. Ho condotto nell'ar- « chivio parrocchiale il sig. Castiglione e gli ho fatto vedere sui registri « che le pubblicazioni furono fatte tutte e tre regolarmente, e che il « matrimonio fu celebrato otto giorni dopo la terza pubblicazione; questo, « riguardo al matrimonio ecclesiastico; quanto al civile, non so. La ceri- « monia fu davvero modesta per desiderio di entrambi gli sposi; ma « sulle altre circostanze di inviti, intervento ed aspetto della sposa, io « non posso deporre nulla ».

Quod matrimonium privatim et absque pompa celebratum sit, etiam alii testes confirmant, quos inter testis Maria Reina in Re, testis Francisca Giussani in Puricelli, testis Adelais Bertoletti vid. Volpi, testis Lina Volpi in Broglio, et demum testis Adelais Malerba-Lacrois, quae comitata est Mariam Ambrosini-Spinella, post eius separationem a marito, apud archipresbyterum Balconi, cuius verba, Mariae dicta, ita refert: « Mon- « signor Balconi... rispose queste testuali parole: " Ma lei sa che il *sì* che « ha pronunciato è un sacramento? ". La signora Ambrosini-Spinella in « risposta disse che negli ultimi tempi non sapeva più quello che si « faceva e che fece quel passo sotto pressione delle signore Plantanida- « De Capitani e Buttafava, e che lo aveva fatto per metter fine a tutte « queste pressioni. Soggiunse mons. Balconi: " Se lei ha dei motivi così « serî da mettere in campo, provi pure. Io era lì lì per mandarla « a chiamare prima del matrimonio, perchè anche io avevo sentito correre « delle voci poco rassicuranti ". Interruppe allora la signora Ambrosini- « Spinella: " Perchè non l'ha fatto? ". " Ma sa, rispose mons. Balconi, « che un processo di diffamazione è subito fatto! ".

Quod est in iure. - Ante omnia excludendus est ab hoc matrimonio metus reverentialis Mariae, quem asserit coniux Iulius Garibaldi; istius enim assertio nullimode probatur, imo contrarium ex actis plane constat. Remanet ergo ut videamus, utrum matrimonium nullum sit ex simplici metu, quem Maria passa esset. Ut recte procedamus, abs re non erit summa iuris principia breviter recolere, quae materiam huius impedimenti moderantur et regunt. Metus gravis, extrinsecus, iniuste incussus a causa libera et ad extorquendum consensum in ordine ad matrimonium, hoc

ipso iure irritat, quum plena securitate gaudere debeat, ne infelices exitus pariat. Hinc matrimonium, sub hoc metu contractum, prorsus invalidum est (cf. cap. 14-15 h. t. C. 2, *De eo qui duxit in matrim.*). Metus autem dicitur gravis, quando malum, quod timetur, grave sit pro illa persona quae timet, et haec persuasum habeat illud revera imminere, vel sibi, vel suis parentibus, liberis, fratribus, imo etiam aliis consanguineis et affinibus aut domesticis (cf. Sanchez, lib. IV, disp. IV; Reiff. lib. 1, tit. 11, n. 19; S. Alphons., lib. VII, n. 1047). At quoniam metus non fit nisi adhibitis minis, ideo persona, metum patiens, minitatum malum imminere credat oportet; unde si persona, quae malum minitatur, executioni minas mandare vel non possit vel saltem non soleat, metus non habetur ut gravis. Pariter si persona, cui metus incutitur, possit quodammodo, absque magna difficultate, malum arcere, implorando ex gr. aliorum auxilium, vel si malum, quod timetur, non imminens sit sed remotum, metus non iudicatur gravis, eo quod facilius periculis longe distantibus occurri possit. Si autem gravitas metus non certa est, hic semper uti levis haberi debet. Ab extrinseco vero incussus, seu a causa libera, esse debet, idest ab homine; nam causa naturalis, vel intrinseca timoris, homini iniuriam non irrogat, nec proinde libertatem laedit matrimonii. Matrimonium enim, in hac hypothesi, nullo cogente, eligitur ab illa persona, quae contrahit, quaeque eligit matrimonium, ceu medium quo conscientiae suae consulat (cf. Santi, *Prael. iur. can.*, lib. IV, tit. 1). Metus autem, matrimonium irritans, nunquam praesumitur, sed ab allegante plene probandus est (1, *Cum te non solum ff. de iis quae vis metusque causa fiunt*).

Nunc primum quaeramus oportet, utrum metus, ob quem Maria Ambrosini-Spinella suum matrimonium nullitate laborare affirmat, revera probetur ex actis; deinde utrum assertus metus omnes habeat qualitates ut impedimentum dirimens constituere possit.

Asserit Maria, metum sibi irrogatum fuisse a tribus mulieribus, scilicet ab Elisabeth Buttafava, ab Aloisia Garibaldi vidua Arrigoni, sponsi sorore, et ab Alexandrina Plantanida; sed quod attinet ad Elisabeth Buttafava et ad Aloisiam Garibaldi ex actis contrarium potius apparet; utraque enim suasiones et consilia adhibuit ut Mariam ad matrimonium induceret, sed neutra usa est minis vel aliis mediis, ut ei metum incuteret. Vidimus in his quae factum respiciunt, Elisabeth Buttafava Mariae non semel dixisse: « Dinanzi a questi screzî e divergenze di gusti il miglior con- « siglio, che potevo dare e che avrei dato anche ad una mia figlia, era « quello di troncare tutto ». Nullo autem unquam usam fuisse verbo non prudenti apparet. Idem fere dicendum de Aloisia Garibaldi, vid. Arrigoni;

huius nonnullae litterae a Maria iudici exhibitae sunt, in quibus tamen nihil invenitur quod minas sapiat; imo ipsa fatetur Mariae quadam vice dixisse: « Se non vuoi fare il matrimonio, lascia pure stare, che sei « ancora in tempo ». Ad Alexandrinam Plantanida quod spectat, quae plus ceteris de incusso metu accusatur, nihil aliud scimus praeterquam quod asserit Maria; testes enim referunt quae ab hac didicerunt et nemo adfuit colloquiis inter Alexandrinam et actricem. Alexandrina vero, eiusque filia Nessi-Plantanida, ter in iudicium vocatae, contumaces fuerunt, et ideo unica testis circa ea, quae hae mulieres dixerunt et egerunt, est ipsa actrix. Haec autem, cum non sit omni exceptione maior (testis est enim in causa propria), fidem facere nequit; eo magis quod etiam ab Elisabeth Buttafava et ab Aloisia Garibaldi sibi metum incussum fuisse asseruit, quod ex actis minime apparet. Metus ergo qui in medium adducitur ad matrimonium infirmandum, nullimode ex actis probatur. At etiamsi probaretur, essetne omnibus instructus conditionibus, quae a iure requiruntur, ut matrimonium posset irritare? Minae, quas actrix, uti causam sui metus adducit, tres sunt: « Mi dicevano (illa ait) di « guardar bene a quello che io faceva ritirandomi, perchè oramai tutta « Milano ne parlava (del matrimonio) e perchè io inoltre avrei rovinato « quel povero uomo materialmente e moralmente, perchè egli, dato uno « scacco, avrebbe dovuto abbandonare l'azienda ed allontanarsi da Milano; « ed infine avrei cooperato a far morire di dispiacere i vecchi genitori « di lui ». Has autem assertiones falsas fuisse atque inanes vel puer cognoscere potuisset. Interruptio enim tractatus alicuius matrimonii res est, quae fere quotidie in urbibus evenit, nec ullam affert sponsis infamiam; ruinam sponsi necnon istius suicidium, nisi matrimonium evenisset, abnorme erat credere, cum ille numquam haec Mariae dixisset, imo pluries ipse matrimonii tractationem perrumpere minitatus fuisset; parentes autem viri Maria nec agnoscebat quidem. Etsi autem assertum malum sibi, Iulio eiusque parentibus revera instare credidisset Maria, non tamen uti causa metus gravis esset admittenda; non quod pro se timebat, etenim causa metus gravis esse nequit, quae nonnisi parvum damnum inducere potest; neque illud quod timebat pro ceteris, etenim illi, nec affines nec consanguinei nec domestici erant Mariae. Ad rem ait Van de Bourgt: « Auctores communiter admittunt, terreri aliquem posse for- « midine gravi, ratione malorum, quae imminent consanguineis aut « affinibus ex licita coniunctione ad quartum usque gradum. Eum animi « motum derivant ex naturali affectione, quae intra illos gradus con- « sanguinei et affines facile se complectuntur. Idem inter eos fieri posse « scribunt, qui arcto amicitiae vinculo ligantur, pariterque accidere posse,

« ut domestici terreantur et moveantur ad actum, propter malum, quod « instat dominis suis » (*De matrim.*, p. 102). Ex his sat clare apparet, mala, quae Mariae minitata fuerunt, non talia fuisse, ut eius menti gravem metum incutere possent. Sed etsi, in hypothesi, contrarium concederemus, essetne hic metus a causa extrinseca, vel potius ab intrinseco procedens, ita ut, licet gravis, dirimere matrimonium non posset? Bene notat appellata sententia, quod Maria non de metu sibi incusso queritur, sed de propria opinione: « Il pensiero di far parlare di me..... il sentire che « continuamente mi dicevano le signore.... ». Unde si quis erat metus, si qua mentis trepidatio, erat ab intrinseco, scilicet a propria Mariae phantasia, aut a propriis eius passionibus et scrupulis. Recte proinde dicit Elisabeth Buttafava: « È andata avanti a forza di cose e convenienze « sociali ». Et Maria Brera: « È andata avanti come per fatalità ». « Hinc quantumvis (uti adnotat rev. Def. Vinc. ex off.) damnare datum esset in casu infaustum interventum auctricum matrimonii, quatenus nedum dubia dissipando, sed mala mulieri impendenda indicando, vel iuxta iudicem Mediolanen., proponendo, illius voluntatem ad matrimonium lucraverint, cum tamen ab earum voluntate non pendebat ipsa mala executioni mandare, vel avertere, praetensus metus, iuris ad normam exactus, non concipitur ».

Insuper, si reapse Maria invita ad matrimonium adacta fuisset, libenti animo omnes arripuisset occasiones, quas ter saltem Iulius ei praebuit illum deserendi; nempe, prima vice, quando sua petitio matrimonii nondum accepta erat, secunda et tertia vice, quando notarius, in matrimoniali contractu, conditiones apposuerat, ad quas Iulius accedere noluit. E contra Maria, prima vice, ei litteras, matris nomine, scripsit, ut disruptam matrimonii tractationem renovaret; aliis autem vicibus, Mariae mater, filia non renuente, contractus conditiones, prout Iulius volebat, notario immutare iussit. Praeterea, concipi nequit metus in persona cuius voluntas aversa non sit vel matrimonio, vel ei quocum illud contrahere debeat; Maria vero a neutro abhorrebat. Non a matrimonio, eius matre testante: « Devo aggiungere che la mia Maria non era contraria in genere nè in « progetto ad un matrimonio di simpatia: ciò che mi risultò evidente « anche nel caso di altre proposte fattele, che poi fallirono, perchè essa « diceva, in quell'occasione: " Io non voglio congiungermi con un uomo « che io non conosco e non mi entri in simpatia „ ». Neque a viro, ea ipsa testante: « Il marito per me non presentava alcuna repugnanza « fisica, io me ne stavo rassegnata con lui al mio destino, nella speranza « che cambiasse il suo carattere ed io potessi avere una vita più tran- « quilla ». Audivimus quoque Elisabeth Buttafava testificari: « In quelle

« poche ultime visite, che io ebbi con loro, in occasione di aver ricevute « le lettere anonime sfavorevolissime al capitano, trovai la signorina « Maria qualche volta sinceramente affezionata al suo sposo, e qualche « volta paurosa di proseguire le trattative », etc. Et, quando eadem Elisabeth Mariae dixit: « Ma in fine dei conti, se l'hai sposato, è segno che « gli volevi bene; sopporta adunque un poco anche le sue asprezze « di carattere, » haec respondit: « Io l'ho sposato per compassione ». Pariter audivimus Aloisiam Garibaldi testantem: « La signora Maria « Ambrosini, nella intimità della nostra amicizia, mi esponeva le sue « titubanze in ordine al matrimonio con mio fratello; sapeva di non « essere bella e temeva di non essere abbastanza interessante per mio « fratello: ed aveva timore perciò che mio fratello la sposasse per la « dote ». Quibus consonant ea quae audivimus a teste Lina Volpi Broglio, Mariae amicissima, necnon a pluribus aliis testibus.

De cetero non ob metum a se passum ante matrimonium Maria post istud dereliquit Iulium, sed quia male tractabatur ab eo, ut ipsa ait: « Io sentiva l'obbligazione di adempiere il mio dovere, una volta che « l'avessi sposato, e se non vi fossero state le peripezie successive, io « sarei rimasta con lui, accettando il mio destino ». Si ergo haec adversa non accidissent, numquam Maria suum matrimonium, ob metus causam, de nullitate accusasset. Potius ergo quam de metu, agitur in casu de errore circa qualitates morales Iulii; in quem errorem Maria inducta fuit forsitan a domina Plantanida. At notum est, errorem non gignere nullitatem matrimonii, nisi quando cadat in substantiam vel in qualitates, quae ad substantiam reducuntur, quod, in casu nostro, minime evenit. Ex hoc apparet, cur Maria ad neminem confugerit, etsi facile potuisset aliorum vel consilium vel auxilium petere contra metum, quem sibi incussum fuisse asseruit; nunc autem tam sollicita sit iudicum opem invocare, ut suum matrimonium nullum decernant. Incassum Mariae advocati ex modo, quo eius matrimonium celebratum est, arguere contendunt metum ei incussum fuisse, auctoritatem adducentes Coscii (*De separat. thori*, lib. I, cap. VIII, n. 117), necnon Menochii (*De praesumpt.*, lib. 3, *praesumpt. 126*, n. 12) ubi habet: « coniecturam metus illati haberi « quando in matrimonii celebratione nec intervenerint, nec vocati fuerint « consanguinei, propinqui et amici, neque adhibita fuerit pompa, quae « conveniens erat loco, tempori et nupturientium conditioni. Sed celebratio « nimis festina fuit, atque humilis », etc... Etenim (praeterquamquod, in casu nostro, nonnulli consanguinei et amici, sive sponsae sive sponsi, interfuerunt matrimonio, sicut Mariae frater et amita, nec matrimonium festinanter celebratum est, imo octo post dies ab ultimo banno, sicut

archipresbyter Balconi testatur), ipsi doctores Coscius et Menochius factum suppositum indicant, veluti indicium, seu praesumptionem, non sicut certum argumentum. Illud indicium revera aequivocum est, potest enim idem factum ex aliis etiam causis evenire, uti, ex gr., sive ob modestiam familiarum, sive ob superadultam sponsae aetatem, sive ob diversitatem conditionis inter sponsum et sponsam, sive ob recentem luctum alterutrius nupturientis, etc., et ideo, per se, nisi aliis argumentis fulciatur, nihil probat.

Quibus omnibus in iure et in facto sedulo perpensis, Christi nomine invocato, Nos infrascripti Auditores de turno, pro Tribunali sedentes et solum Deum prae oculis habentes, decernimus, declaramus et definitive sententiamus, proposito dubio respondentes: *Negative ad primam partem, affirmative ad secundam;* seu *sententiam rotalem diei 8 aprilis anni 1915 esse confirmandam.* Expensas autem iudiciales ab actrice esse sustinendas decernimus.

Ita pronunciamus, mandantes Ordinariis locorum et ministris tribunalium, ad quos spectat, ut exsecutioni mandent hanc nostram definitivam sententiam et adversus reluctantes procedant ad normam sacrorum canonum et praesertim cap. 3, sess. XXV, *De Reform.*, Conc. Trid., iis adhibitis exsecutivis et coërcitivis mediis, quae magis efficacia et opportuna pro rerum adiunctis exstitura sint.

Romae, in sede Tribunalis S. R. Rotae, die 1 augusti anno 1916.

Fridericus Cattani-Amadori, *Ponens.*
Petrus Rossetti.
Raphaël Chimenti.

L. ✠ S.

Ex Cancellaria, die 7 februarii 1917.

Sac. Ioannes Ladelci, *Notarius.*

II

PARISIEN.

NULLITATIS MATRIMONII (VERGNE-LEVOYE)

Benedicto XV feliciter regnante, Pontificatus Dominationis Suae anno tertio, die 11 decembris anni 1916, RR. PP. DD. Seraphinus Many, Ponens, *Ioannes Prior et Aloisius Sincero, Auditores de Turno, in causa* Parisien. - Nullitatis matrimonii, *inter* Marcellinam Vergne, *actricem, repraesentatam per advocatum ex officio Rev. Aloisium Carabini, et* Ludovicum Levoye, *conventum, in gradu appellationis contra sententiam Rmae Curiae Parisiensis, diei 28 septembris 1915, a Defensore Vinculi Parisiensi interpositae, interveniente et disceptante in causa Rev. Substituto Defensoris Vinculi, sequentem tulerunt sententiam definitivam.*

Die 2 februarii anni 1894, Marcellina Vergne, e parochia vulgo dicta *S. Georges des Sept Voies,* dioecesis Andegavensis, oriunda, 15 annos nata, et Ludovicus Levoye, 38 annos natus, matrimonium contraxerunt in ecclesia loci dicti *Thoureil,* eiusdem dioecesis. Cum sponsa has nuptias non sponte iniisset, infelicem exitum habuerunt; cohabitatio haud pacifica fuit, licet tres inde nati sint liberi; et post sex annos, Parisiis, quo coniuges se contulerant, se ab invicem separaverunt. Postea uxor sic dictum divortium civile obtinuit. Anno tandem 1913, die 8 decembris, Marcellina, conscientiae suae consulere volens, Curiam Parisiensem libello supplici adiit, enixe petens ut suum cum Ludovico Levoye matrimonium ex capite vis et metus nullum declararetur. Quod et factum est sententia diei 28 septembris 1915, qua decisum est constare de nullitate praedicti matrimonii, ex capite vis et metus, salva legitimitate prolis. A qua sententia cum Defensor Vinculi Parisiensis appellasset, in H. S. O., de more solito, concordatum est dubium: *An constet de nullitate matrimonii in casu.*

Quod ad ius pertinet. - In foro ecclesiastico, frequens esse solet inquisitio de metu reverentiali, praesertim in re matrimoniali, et quaeritur utrum dirimat matrimonium; cui quaesito respondendum est: Metus reverentialis *per se* non dirimit matrimonium; metus enim reverentialis est timor offensionis superioris, v. g., patris, matris, etc.; quae offensio utique malum est etiam pro inferiore, quatenus ex ea redun-

dare solet aliqua indignatio superioris contra inferiorem; verum hic metus est naturalis et ab intrinseco; et insuper praefata offensio, indeque superioris indignatio, licet sit malum, attamen in iure non habetur uti malum grave neque pro puella. In iure romano, matrimonium initum ex solo praecepto aut coactione patris, absque minis aut aliis huiusmodi adiunctis, non censebatur invalidum (L. 22, *De Ritu nuptiarum*, XXIII, 2): « Si, patre cogente, (filius) ducit uxorem, quam non duceret, si sui arbi- « trii esset, contrahit tamen matrimonium, quod inter invitos non « contrahitur; maluisse hoc videtur ». Pariter, in iure canonico, professio religiosa, emissa ex mero praecepto patris, non censetur invalida (cap. *Insinuante*, 7, *Qui clerici vel voventes*). Revera, cum ex hypothesi, absint minae et verbera, et gravia iurgia, signum est dictam superioris offensionem, non esse malum ita grave, etiam pro puella. Unde metus reverentialis *simplex*, seu *per se*, non dirimit matrimonium. Sed aliud prorsus est, quando, praeter simplicem metum offensionis superioris, indeque sequi natae eius indignationis, occurrunt adiuncta, ex quibus efficiatur etiam virum aut feminam constantem graviter turbari; inter huiusmodi adiuncta, doctores enumerant minas, gravia iurgia, verbera, importunas et diuturnas preces aut suasiones; quorum omnium adiunctorum ponderatio prudenti aestimationi iudicis relinquitur. In his ergo casibus, metus reverentialis venit ab extrinseco et a causa libera, et iam non est simplex, sed *mixtus* seu *qualificatus*; et si, de facto, etiam virum constantem graviter turbare natus sit, dirimit matrimonium. Et ita communissima doctorum opinio, a qua nefas sit recedere. Sic Sanchez, *De matrimonio*, lib. IV, disp. 6, n. 7 seq.; Pichler, in tit. *De sponsalibus*, n. 108, in fine; Barbosa, *Vota decisiva*, vot. 77, n. 73 seq.; Lessius, *De iustitia et iure*, lib. II, cap. 17, n. 35; Reinffen., in tit. *De his quae vi*, n. 93-101; quibus doctoribus assentiuntur recentiores, v. g., d'Annibale, *Summula*, t. I, § 138, not. 16; Vecchiotti, *Instit. can.*, t. III, *De Sacramentis*, § 99, in fine; Rosset, *De matrimonio*, t. II, n. 1278-1285; Santi, in tit. *De sponsalibus*, n. 144; Wernz, *Ius matrimoniale*, n. 264, edit. 1904; Gasparri, *De matrimonio*, n. 942, edit. 1904. Haec etiam fuit iurisprudentia S. Cong. Concilii, quae metum reverentialem simplicem nunquam admisit tamquam dirimentem matrimonium, bene vero metum reverentialem mixtum (vide causas indicatas apud Wernz, loc. cit.). Et haec est etiam iurisprudentia S. Rotae, quae, ad dirimendum matrimonium, admittere solet metum reverentialem mixtum, uti fecit, v. g., in *Parisien.*, diei 26 februarii 1910; in altera *Parisien.*, diei 13 martii 1911; in *Nicien.*, diei 19 februarii 1916; ex qua ultima sententia, magna ex parte, haec iuris expositio desumpta est.

Quod ad factum spectat. - Cum genitores Marcellinae Ludovicum Levoye, opificem, ex amicorum relatione, cognovissent, eum domi receperunt; ille autem frequentissime hanc domum adibat, ibique saepe cibos sumebat, imo noctem transigebat. Erat tunc Marcellina puella vix tredecim annos cum dimidio nata; quae in vico propinquo apud Mariam Charveau artem sarcinatricum addiscebat, et quolibet sabbato in domum paternam redibat, ubi die dominica cum genitoribus remanebat. Ibi igitur Ludovicum cognovit, quem mater ipsi in maritum proposuit.

Porro ad hoc filiae cum Ludovico matrimonium mater valde propensa erat; quibus causis moveretur, sic exponit actrix in suo interrogatorio, ad 6: « Une fois, ma mère me pressait d'accepter la main de « Mr Levoye, disant qu'il avait du bien, de l'argent, que je serais heu- « reuse, que je n'irais plus travailler chez les autres, que je serais chez « moi. Je répondis à ma mère, avec une sorte de colère: " Eh bien, puis- « qu'il te plaît tant, prends-le pour toi! „. Ma mère me répondit: " Si je « le pouvais, je le prendrais volentiers „; et elle me donna un soufflet... « Un jour notre propriétaire, en me parlant, me fit cette réflexion: " C'est « dommage, ma pauvre petite, que ton père ne soit pas mort; car l'homme « qu'on veut te donner conviendrait bien mieux à ta mère qu'à toi „ ». Igitur mater hoc filiae matrimonium vehementer exoptabat, tum quia Ludovicus dives dicebatur, tum quia matri valde acceptus et gratus erat: de suspicione hinc in matrem iniecta nihil iuridice probari potest. Hanc alteram causam etiam alii testes indicant aut insinuant, v. g. Aloisia Cirot, ad 5; Augustus Cirot, ad 19; Felicitas Couturier, ad 5.

E contra Marcellina, puella 13 annorum, a viro sibi in matrimonium proposito, summopere abhorrebat, tum quia Ludovicus, 36 annos natus, ipsam viginti tribus annis superabat; tum quia vino multum deditus erat, et saepissime ebrius. Ait Marcellina, ad 6: « Quand ma mère, la « première fois, me demanda si je voulais l'épouser, je lui répondis que « cela n'était pas possible, qu'il me déplaisait, qu'il était trop âgé pour « moi, qu'il pourrait être mon père. Mr Levoye était constamment ivre; « et, une fois, il était dans un tel état, qu'on le mit sur une brouette « et on le conduisit dans notre cour pour le montrer à mes parents. « Je fermai la porte sur lui, en disant à ma mère: " Regarde, quelle « horreur d'homme! „ ». Tertiam causam suae contra Ludovicum repugnantiae allegat Marcellina, in suo libello supplici, scilicet quia viduus erat: « De plus il était veuf, et cela m'éloignait encore de lui ». Primam repugnantiae causam, scilicet provectam Ludovici aetatem, allegant etiam testes, v. g. Renatus Grégoire, ad 6; Felicitas Couturier, ad 6, etc.

Itaque Marcellinae mater reluctantem et pertinacem filiae voluntatem ad sua vota flectere aggressa est suasionibus, promissionibus, iurgiis, minis, verberibus. Ait testis Augustus Cirot, ad 7: « Elle a été « amenée au mariage pas les efforts de ses parents: elle était très jeune, « on venait à bout d'elle par des promesses, des menaces; et elle a « été plusieurs fois battue par sa mère. Je suis certain que des coups « lui ont été donnés pour l'amener à consentir au mariage ». Similia refert Aloisia Cirot, ad 7: « Jusqu'au bout, les impressions de Marcel- « line Vergne à l'égard de Louis Levoye sont restées les mêmes. Dès « qu'il a commencé à fréquenter la maison, c'est-à-dire plus d'un an « avant le mariage, peut-être deux, car la fille n'avait guère alors que « treize ans, on a commencé à dire à Marcelline qu'elle devait devenir « sa femme. On l'a menacée, on l'a battue et jusqu'au jour où elle a « eu quinze ans et trois mois; et alors, malgré elle, on l'a mariée ». Ita pariter Maria Charveau, ad 7: « Les parents ont forcé leur fille à « ce mariage. Elle a été forcée tout le temps. Jamais elle n'a voulu de « ce jeune homme. Les parents l'ont forcée; elle pleurait tout le temps; « et ses parents allaient jusqu'à la battre. Oui, il y a eu plusieurs fois « des voies de fait ». Sic etiam Maria Charpy, ad 7: « D'après moi, la « jeune fille a été contrainte par sa mère. La contrainte a été conti- « nuelle, depuis l'âge de treize ans jusqu'au mariage. La mère, d'après « ce que la fille me disait alors, battait sa fille; et elle menaçait de la « battre encore, si elle ne voulait pas épouser Levoye. Ces menaces « ont duré jusqu'au mariage ».

Nec dicatur minas et verbera allegari quidem a testibus, taceri autem ab actrice. Nam actrix excludit quidem verbera ex parte patris, non vero ex parte matris; dicit enim in suo interrogatorio, ad 7: « Au « début, mon père n'était pas partisan de ce mariage; il fit même des obser- « vations à ma mère à ce sujet, lui représentant que ce mariage n'était « pas possible, cet homme étant toujours ivre. Ensuite, il fut de l'avis de « ma mère. Bien souvent il me fit remarquer que je devais épouser cet « homme qui avait de l'argent, et qu'ainsi je serais chez moi, etc., etc. « Mais mon père ne m'a pas frappée. J'avais environ treize ans et demi, « peut-être quatorze, quand on commença à me parler de mariage avec « L. Levoye; et jusqu'au mariage mes parents n'ont pas cessé de me « tourmenter pour me faire accepter l'homme de leur choix. Ma mère « me faisait des promesses de toutes sortes, d'objets de toilette, de « ménage, que mes sœurs n'avaient pas eus ». Imo, in eodem interrogatorio ad 6, in verbis iam supra relatis, actrix alapam sibi a matre impactam expresse memorat. Quae omnia concordant cum his quae

eadem actrix in libello introductivo refert: « Ce mariage s'est fait contre « ma volonté: ce n'est que contrainte par les instances, et même par « les menaces et les violences, de la part de ma mère principalement, « que j'ai fini par épouser Mr Levoye ».

Porro his genitorum suasionibus et vexationibus filia non flectebatur; imo coactioni sibi illatae semper, uti et quantum potuit, restitit. Coram genitoribus lacrymis et protestationibus resistebat; ait ipsa, ad 8: « J'ai toujours dit à mes parents que je ne voulais pas de cet homme, « et bien souvent ils m'ont vue pleurer. Ma mère me disait parfois « qu'elle me ferait punir par mon père si je n'obéissais pas ». Conversationem et praesentiam Ludovici, quantum poterat, vitabat; de quo ait testis Aloisia Cirot, ad 6: « Il n'était pas possible qu'elle vînt chez elle « sans y trouver cet individu. Elle essayait de l'éviter le plus qu'elle « pouvait, refusant même d'entrer dans la maison, en sorte que sa « mère était obligée de la battre pour la faire entrer. Cela, je l'ai vu de « mes yeux ». Insuper recurrit ad vicinos, et praesertim ad patruum sponsi, ut apud suos genitores, ad impediendum matrimonium, intervenirent. Ait Marcellina, ad 8: « Oui, j'ai demandé à des voisins d'inter- « venir auprès de mes parents pour empêcher ce mariage ». Revera patruus intervenit, sed frustra, ut Aloisia Cirot testatur, ad 8: « La jeune « fille ne pouvait guère résister; tout ce qu'elle pouvait faire, c'était de « faire intervenir d'autres personnes, entre autres défunt mon père, oncle « de Louis Levoye, qui appréciait son neveu à sa juste valeur. Il a « essayé de raisonner les parents de Marcelline, pour les empêcher de « donner ainsi leur fille à Levoye; mais il n'y avait rien à faire ». Quin etiam Marcellina ipsi Ludovico repugnantiam suam manifestavit, imo aperte declaravit. Ait testis Augustus Cirot, ad 9: « Marcelline Vergne, « à ma connaissance, a fermé plusieurs fois la porte au nez de Levoye, « en particulier un jour qu'on lui avait amené son fiancé tellement ivre « qu'il était transporté dans une brouette. Je ne sais pas pourquoi celui-ci « n'a pas compris et n'a pas renoncé au mariage ». Pariter Aloisia Cirot, ad 9: « Marcelline a répété sans cesse à Louis Levoye qu'elle ne vou- « lait point de lui ».

Et haec fuit agendi ratio Marcellinae per quindecim aut octodecim menses, qui a prima matrimonii propositione usque ad ipsum matrimonium effluxere; nec unquam propositis, aut potius impositis sibi nuptiis acquievit; sed eius repugnantia, simul et coactio matris, usque ad ipsum matrimonium perdurarunt. De quo haec verba iam recitata Aloisiae Cirot, ad 7: « Jusqu'au bout, les impressions de Marcelline Ver- « gne à l'égard de Louis Levoye sont restées les mêmes... On l'a me-

« nacée, on l'a battue et jusqu'au jour où elle a eu quinze ans et trois « mois; et alors, malgré elle, on l'a mariée ». Hic notetur, in Gallia, non valere matrimonium civile puellae ante annos 15 completos initum (*Cod. Civ.*, art. 144). Coactionem Marcellinae illatam usque ad matrimonium perdurasse, patet etiam ex eo quod in civili ritu matrimoniali explendo contigit. Coram enim magistratu constituta, Marcellina, interrogata utrum Ludovicum Levoye in maritum acceptaret, ad adstantes se convertit, quasi consilium aut auxilium ab ipsis petens; cum autem omnes tacerent, puella, nihil amplius habens quod ageret, magistratui affirmative respondit. Quod sic refert testis Augustus Cirot, ad 12: « J'étais à la « mairie. Tout le monde a pu remarquer, comme moi, qu'au lieu de « répondre tout de suite aux questions de l'officier de l'état civil, Mar- « celline regarda tout le monde comme pour chercher un secours: elle « attendait que quelqu'un eût le courage de lui dire de répondre: *Non* ». Concinit actrix in suo interrogatorio, ad 12.

Quae omnia confirmationem accipiunt ex iis quae matrimonium subsecuta sunt. Ipso die nuptiarum, inter epulas Ludovicus vino obrutus sensibusque destitutus, a propinquis in cubiculum super lectum delatus est, ubi usque ad sequentem diem remansit: Marcellina vero in alio cubiculo per totam noctem flevit; vixque, orto die, nolens virum adire, ad matrem se confugit; haec vero filiam pede expulit, invitamque ad maritum remisit: quod refert testis Aloisia Cirot, ad 16: « La jeune fille, « après une pareille nuit de noces, ne demandait qu'à rentrer chez ses « parents; elle y retourna dès le lendemain matin des noces; sa mère, « qui était très méchante,... ne voulut pas la recevoir: elle l'accueillit « à coup de pied, et la pauvre fille s'en retourna chez son mari, qui, de « son côté, ne lui ménageait pas les coups. Je ne crois pas qu'elle ait « jamais, dans la suite, regretté autre chose que d'avoir accompagné « Levoye à la mairie et à l'église ». Sic infauste incepta, vita coniugalis non fuit pacifica, licet inde tres liberi suscepti sint; post sex annos, cum coniuges Parisios se contulissent, separatio inter coniuges inita est, et divortium civile, a Marcellina petitum, a iudice decretum fuit.

Unde dubium esse nequit, quin Marcellina suum consensum matrimonialem praestiterit sub influxu metus reverentialis, adiunctis suasionibus importunis et diuturnis, iurgiis, verberibus et minis; unde, secundum ea quae in expositione iuris dicta sunt, matrimonium nullum est.

Nec dicatur praefatum metum reverentialem eiusque adiuncta iuridice non esse demonstrata, deficientibus testibus ocularibus. Nam in causis quae sunt difficilis probationis, et praesertim in metu probando, admittuntur testes de auditu; imo, ut ait Mascardus (*De probationibus*,

concl. 1052, n. 4-6), in metu probando admittuntur etiam coniecturae et indicia, tum quia metus solet clam inferri, tum quia metus afficit mentem, cum sit, iuxta notissimam definitionem, *instantis vel futuri periculi causa, mentis trepidatio.* Porro, in praesenti causa, quinque sunt testes de auditu, scilicet Maria Charpy, Maria Fresneau, Augustus Cirot, Aloisia Cirot, Maria Charveau, qui rem audierunt ab ipsa Marcellina in tempore minime suspecto, scilicet ante ipsum matrimonium; insuper duo sunt testes famae seu rumoris publici: scilicet Renatus Grégoire et Felicitas Couturier; cum enim Marcellina puella esset 13 annorum, quibusvis vicinis et notis suam contra propositum matrimonium repugnantiam manifestabat, ut ait Maria Fresneau, ad 9: « Je ne sais « pas si elle a dit à Mr Levoye l'antipathie qu'elle avait pour lui, mais « elle l'a dit à tout le monde ». Unde in totum vicum rumor permanserat, hoc matrimonium a Marcellina coacte iniri. De quo rumore publico testantur praefati Renatus Grégoire, ad 18, et Felicitas Couturier, ad 7. Nec desunt omnino testes oculares; nam supradicta Aloisia Cirot, secundum quod ipsa refert, ad 6, in verbis iam supra recitatis, Marcellinae matrem vidit verberibus filiam caedentem, quia Ludovicum adire detrectabat. Insuper quinque testes de auditu supra nominati, fuerunt etiam testes oculares repugnantiae Marcellinae contra matrimonium, eiusque protestationum et lacrimarum, quae omnia ad metum utique pertinent, utpote eius elementa, effectus et indicia. Nihil igitur deest in iuridica metus probatione. Quod autem in hac causa non multi testes audiri potuerint, non mirum est, quia de factis agitur quae ad viginti annos, et amplius, retroascendunt.

Solvendae remanent quaedam difficultates.

1) Marcellina per sex annos cum viro cohabitavit, et, matrimonialia officia non detrectans, tres suscepit liberos; inde metum purgasse, et consensum confirmasse censetur. - Resp.: ex cohabitatione aut copula habita non purgatur metus, nisi quando cohabitatio est pacifica, et copula sponte suscepta, ad normam cap. *Ad id,* 21, *De sponsalibus,* et cap. *Insuper,* 4, *Qui matrimonium accusare,* etc. Porro, in specie, de indole pacifica cohabitationis et de spontaneitate copulae, ex parte uxoris, nullo modo constat, cum e contra mala agendi ratio viri nunquam mutata sit, nec repugnantia uxoris, unde, post sex annos, separatio coniugum secuta est. Sed, quidquid id est, metus in specie dici nequit purgatus, quia matrimonium contractum fuit in loco, ubi decretum Tridentinum *Tametsi* promulgatum erat: porro, in his locis, quando impedimentum metus publicum est, aut in iudicio probari potest, metus purgari nequit, nisi per renovationem consensus in forma Tridentina:

quod est indubitati iuris, et pluries animadversum est in S. Rota, v. g., in *Veszprimien.*, 2 iunii 1911, et in *Tarvisina*, 11 martii 1912 (*Acta Apostolicae Sedis*, t. IV, pp. 115, 516).

2) Marcellina Curiam ecclesiasticam Parisiensem, ad declarationem nullitatis matrimonii sui impetrandam, non adivit nisi post circiter viginti annos a contracto matrimonio, scilicet die 8 decembris 1913: quod gravem suspicionem contra eius bonum ius ingerit. - Resp.: Marcellina, puella rusticana et prorsus ignara iuris, matrimonium religiosum praedicta materna coactione dirimi posse non putabat; hoc non didicit nisi serius a suo procuratore civili, ut ipsa ait, ad 18: « La pre-« mière idée de nullité de mon mariage religieux me fut donnée par mon « avoué. J'ai consulté, ensuite, Mr le Premier Vicaire de St-Pierre du « Gros Caillou, qui m'a adressée à Mr Deschamps ».

His ergo omnibus tam in iure quam in facto consideratis et bene perspectis, Christi nomine invocato, nos infrascripti Auditores, pro Tribunali sedentes et solum Deum prae oculis habentes, decernimus, declaramus et definitive sententiamus: *Constare de nullitate matrimonii inter Marcellinam Vergne et Ludovicum Levoye*, ideoque, confirmata sententia Rmae Curiae Parisiensis, ad dubium propositum respondemus: *Affirmative.*

Ita pronunciamus et definitive sententiamus mandantes Ordinariis locorum et ministris tribunalium ad quos spectat, ut exsecutioni mandent hanc nostram definitivam sententiam, et adversus reluctantes procedant ad normam ss. canonum et praesertim cap. 3, sess. XXV, *De reform.*, Concilii Tridentini, iis adhibitis exsecutivis et coërcitivis mediis, quae magis opportuna et efficacia pro rerum adiunctis exstitura sint.

Romae, in sede Tribunalis S. R. Rotae, die 11 decembris 1916.

Seraphinus Many, *Ponens.*
Ioannes Prior.
Aloisius Sincero.

L. ✠ S.

Ex Cancellaria, 16 decembris 1916.

Sac. T. Tani, *Notarius.*

III

LONDONEN.

DISMEMBRATIONIS.

DECRETUM DE LITE FINITA.

Ab hoc S. Tribunali, die 5 augusti anni 1914, lata est in prima instantia sententia definitiva, qua decretum est legitimam esse dismembrationem parochiae Dominae Nostrae *du Lac*, in dioecesi Londonensi (Canadà), et aequo modo partitioni onerum inter parochiam matricem et parochiam filialem provisum est. Contra hanc sententiam appellarunt Illmus episcopus Londonensis et Rev. parochus Beaudoin, rector parochiae matricis, ille a parte sententiae quae de partitione onerum inter parochias statuit, hic a parte sententiae quae legitimam esse dismembrationem definit. Quod attinet ad Promotorem Iustitiae, qui pars principalis in iudicio fuerat ut leges canonicas de parochiarum dismembratione tueretur, non appellavit; revera sententia ad eius mentem pronunciata fuerat. Cum quaedam difficultates ortae essent utrum Illustrissimus Episcopus Londonensis suae appellationi renunciasset, an illam retinuisset, ab hoc S. Tribunali, die 28 mensis iulii 1916, sententia interlocutoria decretum est Illmum Episcopum suae appellationi non renunciasse, ideoque litem in secunda instantia coram S. Rota pendere (hanc sententiam videre est in hoc periodico *Acta Apostolicae Sedis*, in hoc volumine IX, p. 151).

Verum, habita notitia huius sententiae interlocutoriae, et re melius perpensa, Illmus Episcopus Londonensis, die 13 octobris 1916, suam contra Rotalem sententiam diei 5 augusti 1914 appellationem revocavit, uti constat ex eius epistola eiusdem diei 13 octobris. Ex altera parte Rev. parochus Beaudoin, in instrumento authentico diei 22 decembris 1916, haec scripsit: « ... par les présentes nous déclarons que si « Monseigneur Michel François Fallon retire son appel et paye les frais « de cette seconde instance, nous, de notre côté, nous accepterons cette « renonciation et nous retirerons notre appel et nous paierons nos frais « de cette seconde instance. Par les présentes nous donnons à notre « procureur, l'Illustrissime Vincenzo Sacconi, un mandat très spécial qui

« l'autorise à accepter la renonciation de l'appel qui sera faite par Mon-« seigneur Fallon, ou son procureur, et à retirer notre propre appel et « à faire toutes les autres choses qui en rapport avec cette présente « cause exigent un mandat spécial ». Cum ergo, ut dictum est, Illustrissimus Episcopus Londonensis suam appellationem revocaverit, etiam Rev. parochus Beaudoin suam appellationem revocat. Itaque cum Promotor Iustitiae contra sententiam diei 5 augusti anni 1914 non appellaverit, et ambae partes appellantes suae appellationi renunciaverint, partes litigantes in hoc iudicio deficiunt, et ideo lis finita est.

Quod attinet ad huius secundae instantiae expensas, cum Illustrissimus Episcopus Londonensis prior appellationem deseruerit, eius erat, ad normam § 223 *Regularum S. Rotae,* omnes instantiae expensas solvere. Verum Rev. parochus Beaudoin, ut supra visum est in instrumento diei 22 decembris 1916, sponte consentit ut expensae compensatae inter partes habeantur; quam compositionem acceptat etiam Illustrissimus Episcopus Londonensis, ut patet ex eius mandato speciali diei 9 maii 1917 ad suum in S. Rota procuratorem directo. Igitur huius instantiae expensae compensatae remanent inter partes.

In sua instantia diei 9 ianuarii 1917, D. advocatus D'Alessandri, procurator Curiae Londonensis, praeter renunciationem appellationis factam, petit, nomine Illmi Episcopi, ut corrigatur error qui irrepsit in praedicta sententia Rotali diei 5 augusti 1914. Dictum est enim in hac sententia (*Acta Apostolicae Sedis,* vol. VII, p. 80) Rev. Sacerdotem Robert, rectorem novae parochiae filialis, esse sacerdotem anglum, cum revera sit gallus. Porro ratio iusti et aequi postulat ut huic petitioni procuratoris D'Alessandri fiat satis. Constat enim ex scripta attestatione ipsius sacerdotis Robert, nulli certe suspicioni obnoxia, ipsum civem esse Franco-Canadensem, eiusque patrem et matrem esse cives Franco-Canadenses, eiusque linguam maternam esse gallicam. Insuper procurator alterius partis et Promotor Iustitiae, debite hac de re interrogati, responderunt in scriptis se petitae correctioni non obstare. Cum itaque agatur de errore mere materiali, proculdubio delendus est. Nec obstat § 174, n. 2, *Regularum S. Rotae,* in quo cautum est, ut huiusmodi errores materiales corrigantur a Turno qui sententiam protulit; nam in hoc paragrapho, sicut et in toto titulo V, agitur de sententiis quae nondum a iurisdictione Turni iudicantis subductae fuerunt per appellationem; in nostra autem specie iam a longo tempore, scilicet a die 25 novembris anni 1914, sententia et tota causa *Londonen.-Dismembrationis* in iurisdictionem Turni sequentis transierunt.

His ergo omnibus, tam in iure quam in facto, bene consideratis et

perspectis, et visis omnibus documentis supra indicatis, infrascriptus Ponens:

1. Declarat et decernit, in sententia diei 5 augusti 1914 (*Acta Apostolicae Sedis*, vol. VII, p. 80), legendum esse Rev. Robert esse « sacerdotem gallum », non vero anglum;

2. Declarat et decernit, cum Illmus Episcopus Londonensis et Reverendus parochus Beaudoin appellationem a se contra sententiam Rotalem diei 5 augusti 1914 factam revocaverint, hanc sententiam transisse in rem iudicatam et litem esse finitam;

3. Tandem mandat ut hoc decretum quam primum typis edatur in periodico officiali *Acta Apostolicae Sedis*, statuens praeterea expensas huius secundae instantiae inter partes esse compensatas.

Romae, in sede Tribunalis S. R. Rotae, die 22 iunii 1917.

Seraphinus Many, *Ponens*.

L. ✠ S.

Ex Cancellaria, 23 iunii 1917.

Sac. T. Tani, *Notarius*.

ACTA OFFICIORUM

SECRETARIA STATUS

DE PRAESCRIPTIS ALIQUORUM CODICIS CANONUM

Episcopi aliive locorum Ordinarii complures a SS. D. N. Benedicto Pp. XV demisse efflagitarunt ut, nulla interposita mora, vigere incipiant praescripta Codicis i. e. quae sequuntur:

1° Canonis 859, § 2;
2° Canonis 1108, § 3;
3° Canonis 1247, § 1;
4° Canonum 1250, 1251, 1252, 1253, 1254.

Beatissimus Pater, in audientia die 19 mensis augusti infrascripto Cardinali data, relatas preces benigne excipiens, decrevit, praescripta canonum, de quibus supra, ex hoc ipso die vim habere; praetereaque, Motu proprio, concessit ut S. R. E. Cardinales iam nunc omnibus ac singulis fruantur privilegiis quae can. 239, § 1, 240, 600, n. 3, 1189, 1401, eiusdem Codicis describuntur. Quae omnia promulgari iussit, contrariis quibuslibet minime obstantibus.

Ex aedibus Vaticanis die 20 mensis augusti anni 1917.

P. Card. Gasparri, *a Secretis Status.*

DIARIUM ROMANAE CURIAE

S. CONGREGAZIONE DEI RITI

Martedì 7 agosto 1917, nel Palazzo Apostolico Vaticano, si è tenuta la Congregazione dei Sacri Riti *Ordinaria*, nella quale al giudizio degli Emi e Rmi Signori Cardinali componenti la medesima, sono state sottoposte le seguenti materie:

1. Introduzione della Causa di beatificazione e canonizzazione del Servo di Dio Lodovico Maria Calco, Sacerdote professo dell'Ordine dei Predicatori;

2. Parimente introduzione della Causa di beatificazione e canonizzazione della Serva di Dio Maria Antonia di San Giuseppe De Paz y Figueroa;

3. Intorno alla revisione degli scritti del Servo di Dio Innocenzo da Berzio, Sacerdote professo dei Minori Cappuccini;

4. Ed intorno alla revisione degli scritti della Venerabile Serva di Dio Anna Maria Lapini, Terziaria Francescana, fondatrice delle Suore delle Sacre Stimmate di Nostro Signore Gesù Cristo.

Martedì 14 agosto 1917, presso l'Emo e Rmo Signor Cardinale Francesco di Paola Cassetta, Ponente della Causa di beatificazione e canonizzazione del Venerabile Servo di Dio Mariano da Rocca Casale, Laico professo de' Frati Minori, si è tenuta la Congregazione dei Sacri Riti *Antipreparatoria*, nella quale dai Rmi Prelati Officiali e dai Consultori teologi della medesima, si è discusso il dubbio sopra l'eroismo delle virtù, esercitate dallo stesso Venerabile Servo di Dio.

SEGRETERIA DI STATO

NOMINE

Con Biglietti della Segreteria di Stato il Santo Padre si è degnato di nominare:

14 agosto 1917. L'Emo signor cardinale Filippo Giustini, *Protettore delle Terziarie Francescane della Sacra Famiglia di Dubuque.*

23 » » Mons. Enrico Salvadori, *Consultore della Sacra Congregazione dei Seminari e delle Università degli Studi.*

Con Brevi apostolici il Santo Padre si è degnato di nominare:

Assistente al Soglio Pontificio:

7 agosto 1917. Mons. Giovanni Von Euch, vescovo titolare di Anastasiopoli e vicario apostolico di Danimarca.

Protonotario apostolico ad instar participantium:

8 agosto 1917. Mons. Francesco Amato Boull, della diocesi di Quimper.

Prelati Domestici di S. S.:

31 gennaio 1917. Mons. Ladislao Dvorák, della diocesi di Budweis.
24 febbraio » Mons. Giuseppe Tittel, dell'archidiocesi di Olmütz.
4 maggio » Mons. Guglielmo Luigi Pape, della diocesi di Sioux-City.
7 » » Mons. Michele Kolossvary, della diocesi di Vacz.
» » » Mons. Giuseppe Podhoranyi, della medesima diocesi.
16 giugno » Mons. Carlo Bancroft Murray, della diocesi di Kingston.
18 luglio » Mons. Giovanni Battista Benedetti, dell'archid. di Urbino.
» » » Mons. Cesare Gasperini, della medesima archidiocesi.
27 » » Mons. Francesco Parrillo, difensore del Vincolo al Tribunale della S. Rota.
29 luglio » Mons. Michele Ryan, dell'archidiocesi di Adelaide.
» » » Mons. Giorgio Williams, della medesima archidiocesi.
» » » Mons. Tito Pagliccia, della diocesi di Penne.
3 agosto » Mons. Agostino Pieper, della diocesi di Paderborn.

ONORIFICENZE

Con Brevi apostolici il Santo Padre si è degnato di conferire le seguenti onorificenze:

La Commenda dell'Ordine Piano:

18 agosto 1917. Al sig. marchese Giovanni Pellegrini Quarantotti, Esente Aiutante Maggiore nel Corpo delle Guardie Nobili di S. S.

Il Cavalierato dell'Ordine Piano:

22 agosto 1917. Al sig. marchese Pietro Pellegrini Quarantotti, Guardia Nobile di S. S.

La Commenda dell'Ordine di S. Gregorio Magno, classe civile:

1 giugno 1917. Al sig. Gustavo Eller Vainicher, dell'archidiocesi di Napoli.
26 luglio » Al sig. dott. Carlo Melchiorre Hopmann, dell'archidiocesi di Colonia.
1 agosto » Al sig. cav. Giovanni Battista Bavassano, dell'archid. di Bologna.
3 » » Al sig. cav. Massimiliano Siegert, dell'archidiocesi di Monaco.
» » » Al sig. Dedjazmatche Moulou Guiéta, Ministro degli Affari Esteri in Etiopia.
18 » » Al sig. prof. Ottone Fischer, della diocesi di Breslavia.

La Commenda dell'Ordine di S. Gregorio Magno, classe militare:

22 agosto 1917. Al sig. cav. Tito Arcangeli, maggiore della Guardia Palatina d'onore.

Il Cavalierato dell'Ordine di S. Gregorio Magno, classe civile:

3 maggio 1917. Al sig. dott. Pietro G. Moylan, dell'archidiocesi di Filadelfia.
27 luglio » Al sig. Guglielmo Niemann, della diocesi d'Hildesheim.
1 agosto » Al sig. Alessandro Zuccheri, dell'archidiocesi di Bologna.
3 » » Al sig. Gaspare Canisio, della diocesi di Paderborn.
10 » » Al sig. Ottavio Ianni, di Roma.

Il Cavalierato dell'Ordine di S. Gregorio Magno, classe militare:

22 agosto 1917. Al sig. Vincenzo Orreca, sottotenente della Guardia Palatina d'onore.

Il Cavalierato dell'Ordine di S. Silvestro Papa:

26 luglio 1917. Al sig. Nicola Bottaro, della diocesi di Sira.
18 agosto » Al sig. Catello Starace, della diocesi di Castellammare di Stabia.

MAGGIORDOMATO DI SUA SANTITÀ

NOMINE

Con Biglietti di S. E. Rma Mons. Maggiordomo, il Santo Padre si è degnato di nominare:

Camerieri Segreti soprannumerari di S. S.:

15 gennaio 1915. Mons. Vincenzo Miossevich, dell'archidiocesi di Zara.
» » » Mons. Angelo Piasevoli, della medesima diocesi.
28 maggio » Mons. Giovanni Dantas Ferreira Lima, dell'archidiocesi di Fortalezza.
4 luglio 1917. Mons. Giuseppe Nunes da Silva Camerro, dell'archidiocesi di Bahia.
» » » Mons. Giovanni Alfredo Furtado, dell'archid. di Fortalezza.
20 » » Mons. Francesco Solinas, della diocesi di Alghero.
» » » Mons. Michele Filia, della medesima diocesi.
24 » » Mons. Mainardo Van Oss, della diocesi di Bois-le-Duc.
1 agosto » Mons. Antonio Corvo, delle dioc. di Corneto e Civita Vecchia.
» » » Mons. Ivo Benedetti, delle medesime diocesi.
2 » » Mons. Alfonso Zagni, dell'archidiocesi di Bologna.
4 » » Mons. Giuseppe Florczak, della diocesi di Wladislavia.
14 » » Mons. Domenico Maielli, della diocesi di Troia.
» » » Mons. Domenico Marziale, della medesima diocesi.
» » » Mons. Antonio Rèboli, della diocesi di Piacenza.
22 » » Mons. Raffaele Chiucchi, della diocesi di Fabriano.
25 » » Mons. Michele Leon Prado, dell'archidiocesi di Santiago del Chile.

Cameriere d'onore in abito paonazzo di S. S.:

16 agosto 1917. Mons. Arturo Quattrucci.
17 » » Mons. Guglielmo Ormond, della diocesi di Auckland.

16 agosto 1917 Mons. Giovanni Floersh, della diocesi di Naskville.
18 » » Mons. Giambattista Bernardini, della diocesi di Tivoli.
» » » Mons. Amedeo Bussi, della medesima diocesi.

Cappellano Segreto d'onore di S. S.:

21 agosto 1917. Mons. Bernardo De Felicis.

NECROLOGIO

agosto 1917. Mons. Nicola Matz, vescovo di Denver (Colorado, Stati Uniti di America).
» » Mons. Leone Adolfo Lenfant, vescovo di Digne.
» » Mons. Luigi Enrico Izquierdo y Vargas, vescovo di Concezione (Chilì).
» » Mons. Antonio Lamberti, vescovo di Conversano.
» » Mons. Edoardo Tommaso O'Dwyer, vescovo di Limerick (Irlanda).
» » Mons. Tommaso F. Kennedy, arcivescovo titolare di Seleucia d'Isauria.